















N<sup>o</sup> 30578

R-41805

ATV  
19786

PRIVILEGE ET REGLEMENT DU PARLEMENT  
**INVENTAIRE**  
 ET  
**DESCRIPTION**

Des privilèges, réglemens, impositions, surcharges, autres aventures & lites qui regardent le Général & habitants du Pays de Labourt, après toutes les découvertes qu'il a fait, fait en l'année mil sept cent.

**L**ES montagnes du Labourt & de la Navarre, qui font le long des Pyrénées, étoient habitées par des peuples qui furent appelés Tarbelliens, Cantabrigiens, Vascons ou Basques, & faisoient partie des Aquitains, lesquels défirent deux armées romaines.

Mais Crassus, Lieutenant-Général sous Jules-César, défit les Aquitains, & donna le Pays appelé *Lapendium* ou Labourt. Les Romains bâtirent une forte citadelle dans le lieu où est à présent la Ville de Bayonne, & le Tribun des troupes y faisoit sa résidence.

En 281, il y eut Nicollus Evêque du Labourt.

En 407, Stilico gouverneur de l'empire d'Occident, emporta tout ce qui étoit dans le canton de l'Eglise du Labourt au soufrit beaucoup.

En 419, la Novempopulanie, qui comprenoit le Labourt, fut soumise aux Goths.

En 507, le Roy Clovis tua de sa main Alaric dernier Roy des Goths qui furent chassés d'icy.

En 516, ceux des montagnes de la Navarre en descendant, & firent des ravages.

Et en 602, le Roy Théodoric envoya contre eux une puissante armée, qui les défit, & y mit un Duc, laissant aux autres les terres qu'ils avoient acquises, où le Labourt & Bayonne étoient compris.

Les Goths étant encore revenus, & aussi les Sarrasins, les Normands & les Espagnols, ceux du Labourt & les Navarrois eurent de grandes guerres contre eux, & remportèrent des victoires, sans avoir été secourus par les Français.

En 815, ces deux nations se voyant triomphantes & paisibles, protégèrent les terres conquises.

Ceux de la Navarre nommèrent un Roy; & de même ceux du Labourt, y compris Bayonne, érigeant leur terre en royaume, & choisissant leur Prince, qui fut suivi de deux autres, dont le dernier étant parvenu à être Duc de la Gascogne, qui s'étoit réunie à la Guienne, réduisit le Labourt en Vicomté pour être de sa dépendance; & ce Vicomte qui s'appeloit *Vicomte de Labourt*, s'est érigé depuis en Bailliage.

En 900, Saint-Léon Evêque du Labourt.

En 1152, le Labourt avec Bayonne & le reste de la Guienne furent donnés au Roy d'Angleterre, par Elionor fille du Duc de Guienne, qui fut répudiée par Louis le Jeune; & par ce moyen le pays de Labourt devint de cette dépendance, & jusques alors les Evêques & les Vicomtes prenoient toujours la qualité de *Lapendens*; mais du depuis ils se font dits indifféremment *Lapendens* ou *Bayonnais*.

(2)  
**PRIVILEGES ET REGLEMENTS DU PAÏS DE LABOURT**

*Avec ce qui est arrivé à l'occasion des Elections des Syndics du même Païs.*

**A**

*Du vendredy après l'Approbation de la Vierge 1311, expédiée au Parlement le 8 fevrier 1602, signé de Pontac.*

**ENQUÊTE** de la terre de Labourt, faite par les Commissaires du Roy d'Angleterre comme Duc de Guienne, qui justifia qu'il y avoit un Baillif de tout temps, que ladite terre relevoit immédiatement dudit Roy d'Angleterre comme Duc de Guienne, les droits qu'il y avoit, la justice qu'il y tenoit, les nobles qui y étoient, lesquels avec les roturiers étoient tenus de porter les armes au commandement du Roy. Cette enquête est en latin, avec une copie traduite en françois.

*Dix sept pièces expédiées à la Tour de Londres, d'un livre intitulé Rotule Vascomie, depuis 1314 jusques en 1414, signées en forme, sans un fac séparé. 2. 7 mai 1314*

1. Provisions de la charge de Baillif du Labourt, accordées par Henry II Roy d'Angleterre à Lupo de Burgundy à Bordeaux, aux gages de 200 liv. pour de loises.

15 mai 1316. 2. Lettres dudit Roy sur la représentation faite par Almarico de Chaslamo Sénéchal de Guienne, & Lupo de Burgundy Baillif du Labourt, de la nécessité du port & de la ville de Bayonne; il permet de l'agrandir & fortifier.

20 septembre 1316. 3. Permission donnée par le même Roy à Dominique de Francis, Seigneur d'Urmendiz en Labourt, de bâtir maison forte ou chasteau audit lieu d'Urmendiz, pour par lui & ses héritiers en jouir.

23 mai 1321. 4. Commission donnée par le même Roy à Hugonny le Despencer, & Bartholomeo de Badelhemere, pour la réformation des Rotules du Païs de Labourt, & pour la punition des voleurs et malfaiteurs.

24 mai 1321. 5. Déclaration dudit Roy, portant que la terre parche de la rivière de Nive appartenant aux habitants du Païs de Labourt, & promet de la leur tenir toute franche en empêchant qu'en n'y fasse passe, portelle, ni autre obstacle au passage des bateaux.

1321. 6. Des ordonnances dudit Roy par lesquelles appert, que les habitants du Labourt payoient au Baillif quelque cens annuel, l'un en bled qu'en autre chose; & que Hugo Huguelini Connétable du Roy à Bordeaux, & Pierre Amalry de Vie, commissaires députés par le Sénéchal de Guienne, ordonnèrent qu'un chacun de ceux qui devoient ledit cens, paieroient dans la suite pour chaque année, au lieu dudit cens dix sols morlans de plus, qu'au lieu du droit qu'avoit le Baillif d'aller loger dans chaque maison dudit Labourt, elles lui paieroient six sols par an. Les ordonnances ayant été confirmées par l'Evêque de Bayonne, et par Jean de Bretagne, Comte de Richemont, commissaires députés par le Roy pour la réformation du royaume de Guienne, les habitants demandèrent la confirmation du Roy qu'ils leur accorda.



(3)

7. Lettres Patentes du même de 1321, par lesquelles il paroît que les Habitans du Labourt ayant exposé que depuis que la Terre de Labourt a commencé à être habitée, l'usage & la coutume du lieu est, que ni le Baillif, ni les Gentilshommes de ladite Terre, ne peuvent pas permettre aux Etrangers de venir paccager dans les paturages du Roy, ni dans ceux appartenans ausdits Gentilshommes, mais bien que ces paturages doivent être conservez pour les bestiaux des Habitans, moyennant certain argent qu'ils payent tant au Baillif pour le Roy, qu'aux Gentilshommes pour le paccage qui leur appartient, qu'au préjudice de cela, lesdits Baillif & Gentilshommes ayant fait venir des bestiaux étrangers pour y paccager, lesdits Habitans auroient formé une instance devant le Sénéchal de Gascogne, où par Sentence ils furent maintenus dans leur droit & sur l'Apel interjeté par lesdits Baillif & Gentilshommes, lesdits Habitans obtinrent la confirmation au Roy qui la leur accorda.

8. Autres Lettres Patentes d'Edouard III. Roy d'Angleterre, & Duc d'Aquitaine de l'année 1323. contenant qu'en consideration de la fidelité & de la constance qu'il a trouvé aux Habitans de Labourt, & pour les attacher plus particulièrement à son service, il promet de ne vendre ni aliéner ladite Terre, & de la tenir toujours unie & incorporée à son Royaume & à sa Couronne, & il révoque la donation qu'il en avoit faite au sieur de Durasfort, parce qu'il seroit dangereux de la laisser entre ses mains: & étant dans l'extremité du Duché de Gascogne, & sur les confins du Royaume d'Espagne & de Navarre, elle se pourroit facilement perdre, n'étant défendue par une Puissance aussi grande que celle du Roy, & ordonne que l'équivalent de cette Terre sera donnée ailleurs au Seigneur de Durasfort.

9. Concession faite par le même Roy l'an 1340. à Arnaud de Durasfort en consideration des services qu'il luy avoit rendus aux dernières Guerres pour la conservation de la Gascogne, & pour les pertes considerables qu'il y fit; sçavoir, de la Terre de Durasfort proche Pene, & tous les revenus en bled & en vin que ledit Seigneur Roy avoit à Pene, communement appelez l'Obladar & l'Obinad de Pene, avec toutes les poules, foins, & autres appartenances, ensemble le droit de pêche & la Paisselle qui est sur la Flue Olry proche Pene; plus de la terre de Bort d'Herbe Fabrice & de Minisan, de la terre d'Agnesse & de Seignans, de la terre & Bailliage de Labourt, de la Paroisse de Montetruoc, des Paroisses de Guiche, de Bardos, d'Urt & Briscous, avec tous droits de haure, basse & moyenne Justice, Exporles, Fiefs, hommages & autres droits appartenans au Roy.

10. Provisions de la Charge du Baillif de Labourt, accordées par le Roy Edouard III. le premier May 1330. à Laurens de Villa Bayonnois.

11. Commission donnée par le même Roy le 23. Novembre 1331. adressée au Lieutenant du Sénéchal de Guienne, pour terminer un différent qui étoit entre un particulier de Guiche, & le nommé Hardy de Lanplam & Milhora, sa femme, ceux-ci s'étant séparés d'autorité d'une Maison qui appartenoit au premier.

12. Provisions du Baillif de Labourt, accordées par le même Roy le 4. Janvier 1337. à Roger de Saut, fils de Guilhem Arnaud de Saut pour sa vie seulement.

13. Les Habitans de Labourt s'étant plaints au Roy que les Officiers ne rendoient pas la justice conforme à l'ancien usage & coutume: le Roy ordonna aux Officiers sous peine d'interdiction d'administrer la justice conforme aux Statuts & usage du Pays; joint au Sénéchal de Guienne d'y tenir la main, le 5. Aoust 1340.

14. Lettres Patentes accordées aux Habitans de Labourt par Edouard III. le 28. Aoust 1341. sur la représentation à luy faire par lesd. Habitans, que Arnaud Durasfort chevalier avoit surpris de Sa Majesté une concession de la Terre de Labourt, & de tous les droits en dépendans, & qu'en consequence il se faisoit rendre foy & hommage par les Nobles, & par tous les autres tenanciers de ladite Terre de la Ville de Bayonne, & étoient hors du territoire contre les Coutumes & Privileges de lad. Terre, que ledit Arnaud avoit obtenu lad. concession en exposant faux, attendu qu'il ne se trouvoit pas en droit de la défendre contre les François & autres leurs adversaires, que lesdits Habitans appellèrent au Roy, & Sa Majesté ayant égard à leur Apel, ordonna au Sénéchal de Gascogne & à tous ses Officiers recevoir ledit Apel, & de ne laisser innover au préjudice.

# **QUINZE REGLEMENS ET STATUTS FAITS** *par les Habitans de Labourt, & approuvez par Henry IV. d'Angleterre* *& Duc de Guienne.*

Premierement. Il a été ordonné que les gens de la Terre de Labourt seront bons & fidels sujets au Roy, & garderont son honneur & son bien.

2. *Item.* Que lors de la reception du Baillif les Habitans du Pais y seront apellés, ainsi qu'il a été accoustumé par le passé & que ledit Baillif jurera de ne pas faire du tort ausdits Habitans, qui jureront aussi de luy être fidels & obeissans, & si ledit Baillif ne les apelloit, & qu'ils ne veulent faire ledit Serment, iceux Habitans ne seront pas liés de luy obeir jusques à ce qu'il ait fait ledit Serment, & que lesdits Habitans pourront se pourvoir pardevant Nôtre Seigneur le Roy ou son Sénéchal & Conestable de Bordeaux ou ses autres Officiers, sauvent toujours la Souveraineté de Nôtre Seigneur Roy.

3. *Item.* Lesdits Habitans ont promis & juré de s'entre-aider à mort & vie contre tous ceux qui leur voudront faire tort en leurs personnes, ou en leurs biens, sans que pourtant cela puisse faire tort à la Souveraineté du Roy, & aux droits des Officiers susdits.

4. *Item.* Lesdites Gens ont demeuré d'accord que si aucun Gentilhomme, ou autre de la Terre de Labourt, fait ou commet pillerie, volerie, ou autre mauuaise action, contre les Gens d'icelle Terre, ou d'ailleurs, que les Gens de toutes les Parroisses seront tenus de se joindre ensemble, & avec ledit Baillif, ou sans luy s'il est absent, doivent aller où le voleur, ou le malfaiteur sera, & luy feront payer le dommage, reparation, amende & autre punition au jugement dudit Baillif, & des bonnes gens dudit Pais; & si le voleur ou malfaiteur se retire dans l'Hôtel de quelque Gentilhomme, ou Fort dudit Pais, & que le Seigneur de l'Hôtel ou Fort fait ou permet qu'on fasse rebellion, qu'en ce cas le Baillif & bonnes Gens seront tenus de requérir le Seigneur qui aura donné refuge au voleur, ou malfaiteur de le lier, & délivrer afin que la Justice en fasse punition exemplaire suivant le crime qu'il aura commis, & satisfaction à Partie: & si celui qui a donné la protection, ou retraite ne le veut livrer, ledit Baillif ou lesdites bonnes Gens pourront combattre & forcer ledit Hôtel, & prendre luy & le malfaiteur, & tous ceux qui en ont donné quelque secours audit malfaiteur, pour en faire justice, & auront droit de s'en prendre à leurs biens aussi bien qu'à ceux dudit malfaiteur: & si ledit malfaiteur s'enfuit dudit Pais, & aye du bien en ladite Terre, qu'iceux biens seront sujets à la satisfaction du tort fait, aux amendes, & reste confisqué à Nôtre Seigneur Roy.

5. *Item.* Lesdits Habitans ont convenu que si aucun Laccaye, Esquier, ou autre qui ne semble de bonne vie, étranger ou suspect, vient demeurer en ladite Terre de Labourt passé trois ou quatre jours, on le sommerá d'en sortir, & si quelque Gentilhomme, ou autre de la Terre de Labourt le protege, & que dans la suite ledit Laccaye, commet quelque violence, ou crime au préjudice desdites Gens de Labourt, les Habitans dudit Labourt assembles, ou ledit Baillif, seront tenus de contraindre & poursuivre par voye de Justice celui qui aura donné la protection, & il a été ordonné que les presentes Ordonnances seront lûes au Peuple pendant le Service Divin, & affichées à la Porte des Eglises.

6. *Item.* A été ordonné que les Habitans nommeront chaque année deux Prud'Hommes qui seront confirmés par le Baillif, pour l'exécution des presens Reglemens, lesquels prêteront serment de bien & fidèlement s'acquiter de leur devoir.

7. *Item.* Lesdits Habitans ont convenu, que s'il se commet quelque vol, ou autre crime dans la Terre de Labourt, lesdits deux Prud'Hommes députés, comme dit e. seront tenus de dénoncer au Baillif, & le prier & requérir, que pour éviter voye de fait, il poursuive ledit voleur ou malfaiteur, afin qu'il en soit fait satisf. & justice: & en cas que ledit Baillif, ou son Lieutenant ne fussent assez forts pour se saisir du malfaiteur, que les Gens dudit Labourt seront tenus de leur donner secours.

8. *Item.*



(5)

8. *Item.* A été convenu, que si aucun meurtre, vol ou autre crime se commet audit Labourt, & que ledit Baillif soit absent, ou qu'il ne puisse se rendre assez tôt audit lieu du délit, qu'en ce cas les premières gens qui se rendront, se saisiront des malfaiteurs, sans pourtant les battre, ni blesser si faire se peut, & les meneront audit Baillif, ou son Lieutenant pour en faire justice.

9. *Item.* Lesdits Habitans ont promis que les présentes Ordonnances ne préjudiceront en rien à nôtre Très-Souverain Seigneur le Roy, à son ressort, ou Souveraine Jurisdiction, ni Seigneurie, ni en ses droits & devoirs, ni en aucune autre manière.

### SEIZE AUTRES STATUTS ET REGLEMENS faits par lesdits Habitans, & approuvez par le même Roy.

PREMIEREMENT. A cause des fréquentes voleries qui se commettent en la Terre de Labourt, & qu'il y a des gens qui ne veulent reconnoître l'Armandat de vôtre dite Terre de Labourt, ains aiment mieux retourner au mal, & en freindre les droits de vôtre Armandat, au préjudice du pauvre Peuple: lesdits Habitans ont convenu qu'aucun dudit Pais ne pourra donner retraite, ni protection à aucun Etranger; c'est à dire qui soit hors dudit Armandat, à peine de cinq Escus payables la moitié au Roy, & l'autre moitié audit Armandat, & si aucun prend par force ou violence quelque chose qui appartienne à autrui que celui qui aura reçu le dommage sera obligé de denoncer, ou faire sçavoir à l'Alcalde de la Paroisse, duquel sera le voleur, & s'il ne veut faire lad. dénonciation, qu'il sera obligé d'en courre la peine desdits cinq Escus payable comme dessus: & au cas que ledit Alcalde après la dénonciation faite, ne fait incontinent son devoir, qu'il soit à la mercy dudit Armandat, & que ledit Armandat poursuive nécessairement, & prenne ledit voleur, ou malfaiteur.

2. *Item.* Que le Baillif sera tenu de jurer, de tenir, & observer les presens Articles par luy & ses successeurs, & qu'il ne fera aucun tort, ni préjudice aux voisins, aux Habitans de ladite Terre qui sont dudit Armandat.

3. *Item.* A été convenu, que si aucun homme du lieu, ou étranger donne soufflet malicieusement à un autre, qu'il payera deux Escus, la moitié au Roy, & l'autre moitié audit Armandat.

4. *Item.* A été convenu, que si quelqu'un est battu, blessé ou tué par megarde, ou inadvertance, que celui qui l'aura fait, ne sera tenu de payer nulle Loy, ni chantage au Baillif.

5. *Item.* Lesdites gens ont convenu, que si quelqu'un est blessé malicieusement, & que la playe soit de Loy chantage, que celui qui l'aura commis payera douze Escus, la moitié au Roy, & l'autre moitié audit Armandat: & si la playe n'est de Loy, qu'il payera quatre Escus en la forme & manière susdite, que celui qui aura reçu le tort préalablement satisfait.

6. *Item.* A été convenu, que si on vole de l'argent, ou quelque autre chose à quelqu'un, que celui qui le découvrira, sera tenu de le dénoncer moyennant un escu, ou un franc, qui sera payé par celui à qui on aura volé.

7. *Item.* A été convenu, que si aucun commet vol nuitamment, avec effraction de Maison, ou Portes que celui qui l'aura commis, payera le double de ce qu'il aura pris: la moitié au Roy, & l'autre moitié audit Armandat, la partie préalablement satisfaite, & s'il peut être atteint, qu'il sera puny suivant la Loy Civile.

8. *Item.* A été convenu, que si aucun commet vol sur le Grand Chemin de jour, qu'il payera le double de ce qu'il aura pris, en la manière susdite.

9. *Item.* Que si aucun viole, Femme ou Pille sur le Grand Chemin, ou ailleurs, qu'il payera vingt Escus, la moitié au Roy, & l'autre moitié à l'Armandat, & s'il peut être atteint, qu'il sera puny suivant la Loy Civile, celle qui aura reçu le tort préalablement satisfaite.



(6)

10. *Item.* Que si aucun commet Adultere, & que le crime soit notoire : l'homme tenant publiquement la femme d'autrui, & que ceux qui auront commis l'Adultere perdront tous leurs Biens, Meubles & Immeubles : le tiers pour le Roy, l'autre tiers pour l'Armandat, & l'autre à celui qui aura reçu le tort, & qu'ils soient chassés hors du Pais.

11. *Item.* Lesdites gens ont demeuré d'accord, que si aucun bœuf, ou autre bête tué, ou blessé quelque personne, que le Baillif ne pourra prendre connoissance, contre le Propriétaire ; mais que ledit Bétail sera saisi, le tiers pour le Roy, le tiers à l'Armandat, & l'autre tiers, pour celui qui aura reçu le dommage.

12. *Item.* A été ordonné, que si aucun homme ou femme tué, ou étranglé, ou étouffé son Enfant, qu'il ne sera tenu de payer nulle Loy.

13. *Item.* A été convenu, que lors que quelque Habitant de Labourt est accusé de crime, & que le Baillif le veuille mettre en prison, il pourra offrir caution audit Baillif & à la Partie, en ce cas ledit Baillif sera tenu de le laisser en liberté, & si le Baillif veut passer outre que l'Armandat sera tenu de donner le secours audit accusé.

14. *Item.* Lesdits Habitans ont convenu que tous les hommes dudit Armandat, de l'âge de quatorze ans & au dessus, seront tenus de jurer l'exécution des presens Articles conformément à l'usage.

Dix-sept. La charge de Baillif de Labourt ayant été resignée par Loup de Saint Julien du Royaume de Navarre, Seigneur de Saut en Labourt, à Charles de Beaumont, entre les mains de Micael Sautius de Lalanne son Procureur, Henry V. Roy d'Angleterre de France, & Seigneur d'Irlande, admit ladite resignation, & confirma ledit Charles de Beaumont, & autre Charles de Beaumont son fils, en ladite charge de Baillif, pour leur vie seulement le 29. Juin 1414. aux gages de cent francs par an.

1451. Estoit la reduction de la Guienne, & la soumission du Pais de Labourt à la France.

1514. Fut redigé la Coutume dudit Pais & Bailliage de Labourt.

29. Novembre 1542. 3. Lettres Patentes accordées par le Roy François premier, aux Manans & Habitans du Pais, & Bailliage de Labourt, par lesquelles conformément à d'autres Lettres du 19. Juin 1533. & en consideration des pertes & saccagemens soufferts par lesdits Habitans de Labourt, qui joignent Limistrophe, & faisant Frontiere au Royaume de Navarre & Aragon, il a exempté & affranchi lesdits Habitans de toutes Aides, Tailles, Cruës & Impositions pour le temps de cinq ans.

5. May 1554. Autres Lettres de Henry II. Qui en consideration de la fidelité desd. Habitans, & pour les recompenser des pertes qu'ils souffrent journellement par l'incursion & l'invasion des Ennemis, il affranchit, quitte & exempté lesdits Habitans du fait de contribution des Tailles, Aydes, Cruës & autres quelconques, Impositions tant ordinaires qu'extraordinaires mises & à mettre pour le temps de sept ans.

17. Novembre 1559. Autres Lettres de François II. Par lesquelles en consideration des services passés, & de ce qu'aux dernieres Guerres & en l'année passée ils ont été pillés, saccagés & brulés par les Espagnols, & pour continuer à faire tenir lesdits Habitans en la loyauté & fidelité, qu'ils ont toujours porté, & leur donner moyen de se recompenser des pertes qu'ils ont souffert par l'incursion & invasion des Ennemis, il les affranchit, quitte, & exempté du fait & contribution des Tailles, Aydes, Cruës & autres charges quelconques, Impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, mises & à mettre, pour le temps de trois ans.

16. Juillet 1565. Donnée à Saint Jean de Lux.

Autres Lettres de Charles IX. Par lesquelles pour la bonne amour, fidelité & obéissance que lesdits Habitans ont toujours porté à la Couronne, & pour aucunement les recompenser des pertes, brulemens des Maisons, pilleries incursions d'Ennemis & autres grands dommages qu'ils ont toujours souffert, & souffrent au fait des Guerres, & les gratifier du service, & grand devoir qu'ils ont fait en icelles, & même qu'en temps de Guerre, ils sont tenus de faire & fournir mille hommes de pied à leurs dépens, pour resister aux courses & invasions des Ennemis, & que ces considerations sont plus

(7)  
grandes qu'elles ne furent jamais, d'autant qu'aux Guerres dernières en haine du service que ceux du Pais & Bailliage de Labourt ont rendu au Roy, tant par Mer que par Terre, le Duc d'Albrusigue Lieutenant pour le Roy Philippe au Royaume de Navarre seroit descendu audit Pais de Labourt, & iceluy couru dix ou douze jours avec dix ou douze mille homme de pied, & mille ou douze cens Chevaux, & auroit gâté, perdu & ruiné tout ledit Pais, ou une bonne partie d'iceluy: & afin que la grace qui leur a été faite par les Prédecesseurs Roys, & luy même ne leur soit aucunement diminuée, ains plutôt augmentée, il continue ledit affranchissement & exemption pour le temps de cinq ans, de toutes Tailles, Cruës, Aydes, & autres Subsidés & Impositions quelconques, ordinaires & extraordinaires, fors & excepté de la contribution de la Gendarmerie, appellé le Taillon, & en tant que de besoin fait don, & ce nonobstant qu'il ait mis dans les commissions exempts & non exempts, privilegez & non privilegez, en quoy sa Majesté ne veut pas que lesdits Habitans soient aucunement compris.

14. Juin. 24. Juillet & 10. Décembre 1566.

*ENREGISTREMENTS faits à la Chambre des Comptes à Paris, & au Trésorier de Bordeaux.*

25. May 1574. Autres Lettres dudit Charles IX. Que desirant traiter lesdits Habitans de telle faveur que merite leur loyauté, & fidelité au service du Roy, & doivent avoir, il leur continue l'affranchissement & l'exemption aux Tailles, Aydes, Cruës & Impositions ordinaires & extraordinaires, mises ou à mettre pour le temps de neuf ans fors, & excepté pour le Taillon, solde & contribution de la Gendarmerie.

14. & 16. Juin & 9. Aoust 1574.

*ENREGISTREMENTS faits à la Chambre des Comptes à Paris, & au Trésorier de Bordeaux.*

Toutes lesdites Lettres & Enregistrements sont de continuité, en parchemin Collationnés par Dubernet Notaire & Secrétaire du Roy.

22. Avril 1531. & 20. Septembre 1554.

Deux Enregistrements faits en la Chambre des Comptes à Paris, des Lettres Patentes des 15. Janvier 1531. & 7. May 1554. contenant exemption en faveur desdits Habitans de Labourt de toutes Tailles, Aydes, Cruës & autres subsidés quelconques, qui sont & pourront être ci-après mis, tant ordinaires qu'extraordinaires, lesdits deux Enregistrements en une feuille de parchemin, signés de Richer.

2. Septembre 1568. Lettres Patentes dudit Charles IX. par lesquelles en consideration de ce que les Villages du Pais & Bailliage de Labourt sont sur la frontiere d'Espagne, Pais desert & infertile, de sorte que quelque cettillere qu'ils fassent, ne peuvent tirer fruits pour leur vivre, & n'étoit qu'ils sont proche de la Mer, & adonnés à la Peche & Navigation de Terre-Neuve, ils n'auroient moyen de vivre; & d'ailleurs qu'en temps de Guerre ils fournissent au Roy à leurs dépens mille hommes de pied, & outre ce font Guer ordinaires, que les Rois Prédecesseurs les ont affranchis de toutes Tailles, Aides, Subsidés, Impositions, Emprunts & autres deniers quelconques mis & à mettre: toutefois puis peu de temps Messire François le Comte Conseiller & Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel, en vertu de la commission qui luy a été envoyée pour faire Emprunts sur les Biens aisés du Pais de Guienne, les y a compris étant des plus pauvres, & demeurant hors Villes closes, en Villages & Hameaux, & le Roy attendu leur affranchissement, pauvreté & incommodité les en exempte.



exemple.

(8)

6. Décembre 1568.

## ENREGISTREMENT &amp; attache du Bureau des Finances de Bordeaux.

1. Decembre 1568. Acte de Maître Jean de Bellegarde, pour & au nom de Mignel Detchelarte Syndic des Habitans du Pais & Bailliage de Labourt, à sieur Pierre de Lalande Tresorier des deniers cotisés sur les riches, & aisés prétendus dudit Pais de Labourt, contenant la signification & énonciation desdites Lettres.

3. Septembre 1568. 5. Lettres Patentes dudit Charles Roy, qui en veuë de la connoissance qu'il a eue du Pais, lors qu'il a esté à Saint Jean de Luz, décharge lesdits Habitans de Labourt, de rien contribuer pour la réparation du Boucau de Bayonne, attendu leur pauvreté & incmomodité, & qu'ils sont chargés de la refaction de leur Port & Havre de Soubiboure.

6. Decembre 1568.

## ENREGISTREMENT &amp; Lettres d'attache des Finances de la Generalité de Guienne.

7. Janvier 1569. Acte dudit Maître Jean de Bellegarde pour ledit Mignel Detchelarte Sindic de Labourt, à sieur Jean Duverger Commis du Tresorier des deniers ordonnés pour la construction du Boucau en consequence desdites Lettres.

3. Septembre 1568. Lettres dudit Roy Charles IX. Qui sur la representation desd. Habitans de Labourt, qu'on les veut contraindre à la nourriture & entretenement de quelques Garnisons, & Gens de guerre étans dans Bayonne, & autres lieux; & d'autant qu'ils ne peuvent fournir pour la pauvreté dudit Pais si sterile qu'il ne leur apporte dequoy vivre, & sont contrainsts de s'adonner à la Pêche & Navigation maritime, & d'autre part telle charge est contraire à l'exemption de tous deniers qui leur a été accordé par les Prédecesseurs Rois, & confirmé par luy même, étant sur les lieux, il renvoye lesdits Habitans au Seigneur de Monlucq Lieutenant en Guienne, en l'absence du cher Cousin le Prince de Navarre.

25. Avril 1569. Lettres de Blaise de Monlucq Chevalier de l'Ordre du Roy, Capitaine de cinquante hommes d'Armes, de ses Ordonnances, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Guienne, portant que les Habitans du Pais de Labourt ne sont contribuables en aucune chose, pour raison des faits de la Guerre.

3. Juin 1569. Procès verbal d'Anthoine de Leher Lieutenant du Sénéchal au Siege de Bayonne, sur la remise à luy faite par Micheau Detchelarte habitué du Lieu & Parroisse d'Urragne, d'une Lettre de Monsieur de Monlucq qui y est copiée portant que la volonté du Roy est que les Habitans du Pais de Labourt, ne soient pas compris au département, & à la levée qui se fait sur les Clochers, attendu la pauvreté dudit Pais, & les Privileges de n'être point contribuables, à telle levée de deniers pour le service qu'ils font en temps de Guerre, & même en ce tems icy.

22. Mars 1571. COLLATIONNE du tout par Me. Duhart Notaire Royal.

11. Juin 1564. 6. Lettres d'attache du Bureau des Finances de Guienne, sur les Lettres Patentes du 6. Janvier dernier passé contenant exemption de Tailles, Aydes, Cruës & autres Subsidés & Impositions quelconques, tant ordinaires qu'extraordinaires, imposés & à imposer pour le temps de cinq ans, signées Deportal.

8. Janvier 1575. Lettres Patentes de Henry III. par lesquelles desirant favorablement traiter lesdits Habitans, en consideration du bon zele qu'ils ont toujours au bien & service de la Couronne, on ait à les faire jouir de l'affranchissement & exemption de Tailles, Aydes, Cruës & Impositions quelconques, ordinaires ou extraordinaires mises & à mettre suivant les Lettres du feu Roy, du 25. May dernier pour neuf ans.

27. Aoust



(9)

27. Aoust &amp; dernier Décembre 1575. &amp; 27. Avril 1576.

**ENREGISTREMENTS** & attaches de la Chambre des Comptes à Paris, & des Finances en Guienne, le tout en parchemin, Collationné par de Coursol, Conseiller Notaire & Secrétaire du Roy.

25. Janvier 1576. 8. Lettres Patentes du Roy Henry III. par lesquelles en considération du passé, & de ce que lesdits Habitans font le Guet & Garde pour éviter surprises des Ennemis, courses des Pirates & Brigants de Mer, pertes, brûlemens & saccagemens qu'ils souffrent ordinairement en temps de Guerre, & de mille hommes qu'ils sont tenus de lever & soudoyer lors qu'il en est besoin pour la conservation desdits Pais, & aussi pour leur donner courage, & occasion de se maintenir en leur obéissance & qui sont maintenant autant & plus necessiteux, que lors des précédentes exemptions, & qu'ils ont supporté de grandes charges depuis dix ou douze ans, tant à la fourniture des étapes de la venue & retour des Espagnols, charroyé depuis Fontarrabie jusques à Bayonne des Munitions, Boulets, Poudres & Arquebuses envoyés par le Roy Catholique, au feu Roy, à l'entretennement de six cens Soldats durant six mois, sous la charge des Seigneurs de Luxe & de Domescain, lors que le Comte de Montgomery & Baron de Montemar passerent en Bearn sans une longue garnison, que pendant le même temps, ils envoyèrent & soudoyèrent à leurs dépens en la Ville de Bayonne, pour qu'iceux de Montgomery, & Mortemar s'en étioient approchés, outre le Pont de Bois qu'ils firent faire en la venue de la Sœur du Roy Reine d'Espagne en la Ville de Bayonne, depuis la Parroisse d'Urrugne jusques à Saint Jean de Luz, & autres infinies charges, qu'ils ont supporté à l'occasion des troubles, au fournissement desquelles ils n'ont été soulagés des Pais & Villes voisines, les Habitans de la Ville d'Ax, veulent faire contribuer aux frais & dépens qu'il leur a fallu faire pour empêcher les Ennemis de rien entreprendre sur eux, & ainsi à la contribution de 12000. livres pour le parachevement du Boucau de Bayonne. & on veut aussi les faire cottiser à la reparation du Pont de Belin, lesdits Habitans ayant eux-mêmes vingt-cinq ou trente Ponts qu'ils font reparer à leurs dépens, & le Roy affranchit & exempte lesdits Habitans desdites Impositions, à la charge que toutes fois & quantes que besoin sera ils fourniront les mille hommes de pied, qu'ils sont tenus comme cy devant, & qu'ils continueront le Guet & Garde, pour la défense de la Frontiere, sans que leurs voisins soient tenus d'y contribuer.

11. Novembre 1576. Lettres de Henry Roy de Navarre, Gouverneur & Lieutenant Général en Guienne pour l'exécution desdites Lettres Patentes.

29. Novembre 1576. Lettres d'attache du Bureau de Finances en Guienne pour l'exécution desdites Lettres, le tout en parchemin, Collationnées & signées de Coursol Conseiller Notaire & Secrétaire du Roy.

22. Janvier 1594. 9. Lettres Patentes du Roy Henry IV. par lesquelles en considération des services passés, & desirant favorablement traiter lesdits Habitans, & se conformer aux bonnes intentions & vouloir des Roys Prédecesseurs, il est continué ausdits Habitans l'affranchissement & exemption de toutes Tailles, Taillon, Cruës, Aydes & de tous autres Deniers Subsidés & Impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires mises & à mettre, pour quelque cause & occasion que ce soit, pour le temps de six ans.

30. Juillet 1594.

**ENREGISTREMENT** dans la Chambre des Comptes.

14. Avril 1595.

**ENREGISTREMENT** du Bureau des Finances à Bordeaux

Le tout en papier, signé Pagés.

4. Avril 1598. 10. Lettres Patentes du Roy Henry IV. par lesquelles en considération de la pauvreté & impuissance des Habitans du Pais, & de leur fidélité au

(10)  
service du Roy, & que le Bailliage est Frontiere au Royaume d'Espagne, Navarre & Aragon, & que les Officiers de la Generalité de Bordeaux les cotisent en toutes sortes de levées des deniers & le molestent; le Roy par lesdites Lettres entend que lesdits Habitans jouissent de l'exemption & affranchissement, nonobstant les revocations de semblables exemptions, lesdites Lettres signées d'Henry par le Roy, Forger, Enregistrées au Parlement de Bordeaux, & au Bureau des Finances de Guienne.

23. Avril 1598.

**ENREGISTREMENT en la Chambre des Comptes, signé Danés.**

18. Juin 1598. Arrest & commission dudit Parlement de Bordeaux, & son Enregistrement desdites Lettres.

7. Fevrier 1600. 11. Lettres Patentes du Roy Henry IV. par lesquelles en consideration des charges que les Habitans du Pais de Labourt ont à supporter pour la défense & consideration dudit Pais, l'une des principales Frontieres du Royaume, tant par Mer que par Terre, & de la grande affection qu'ils ont toujours portée à cette Couronne & autres bonnes considerations, il continue ausdits Habitans leurs affranchissemens & exemptions de toutes Tailles, Taillon, Cruës, Aydes, Subsidés & autres Impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires mises & à mettre pendant le temps de six ans.

19. Fevrier 1600.

**ENREGISTREMENT à la Chambre des Comptes.**

15. Decembre 1600.

**ENREGISTREMENT au Bureau des Finances de Guienne.**

Le tout écrit en papier, signé Pagés avec les Originaux desd. Lettres Patentes du 7. Fevrier 1600. Signés Henry: Par le Roy en son Conseil Forger: dudit Enregistrement dans la Chambre des Comptes, signé Danés & ledit Enregistrement du Bureau des Finances de Guienne, signé de Prugue & Gerieste, & plus bas de Lachese.

4. Juillet 1605. Autres Lettres au bas d'une copie des precedentes, par lesquelles pour accroître ausdits Habitans & augmenter leur bonne volonté & affection au service & ayant égard aux peines, pertes & ruines par eux souffertes auparavant, & durant les derniers troubles, il les continue ausdits Privileges, franchises & exemptions pour six ans.

7. Aoust 1607. Autres Lettres pour relever lesdits Habitans de la suraction.

8. Avril 1611. 12. Lesdites Lettres en papier, Collationnées & signées de Hiriart & Duhalde Notaires Royaux.

9. Avril 1612. 13. Lettres d'attache & Enregistrement au Bureau des Finances en Guienne des Lettres Patentes du 27. Juin 1611. portant exemption pour le temps de six années, signés Cauxmartin de Pichon, & plus bas, de Lachese.

27. Juin 1611. 14. Lettres Patentes du Roy Louis XIII. par lesquelles il continue ausdits Habitans de Labourt, l'affranchissement & exemption de toutes Tailles, Taillon, Cruës, Aides, Subsidés & Impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires generalement quelconques mises & à mettre sus pour quelque cause & occasion que ce soit pour le temps de six ans, signé sur le reply par le Roy en son Conseil Baudouin, & aussi l'Enregistrement qui est sur ledit reply, fait en la Chambre des Comptes, signé Berlin, & aussi l'Enregistrement du Bureau des Finances en Guienne, signé de Lachese.

15. Septembre 1617. 15. Lettres Patentes du même Roy, par lesquelles en veüe des raisons sur lesquelles les affranchissemens ont été octroyés, & qui sont continüés de plus en plus, & en consideration des pertes & dépens que lesdits Habitans font &

(11)

supportent pour se maintenir en l'obéissance de sa Majesté contre les usurpations étrangères, & afin de leur accroître l'affection qu'ils ont toujours eue au bien du Royaume, il leur est prolongé les affranchissemens & exemptions de toutes Tailles, Taillon, Cruës, Aydes, Subsidés, Impositions tant ordinaires qu'extraordinaires, mises & à mettre sus pour quelque cause & occasion que ce soit pour le temps de six années.

2. Octobre 1617.

**ENREGISTREMENT en la Chambre des Comptes.**

12. Janvier 1618.

**ENREGISTREMENT & Lettres des Trésoriers de France à Bordeaux.***Le tout en papier, signé de Pagés.*

5. May 1638. 16. Arrest du Conseil sur la Requête desdits Habitans de Labourt, que depuis deux ans que les Espagnols ennemis de l'Etat sont entrés dans ledit País, lesdits Habitans ont été contraints pour leur défense, de faire de très grandes dépenses, ayant entretenu les mille hommes du Regiment dudit País, leur ayant couru plus de cent mille livres, outre les grandes pertes & dommages qu'ils ont souffert par les courbées qu'ils ont été obligés de faire pendant que l'Armée de sa Majesté a demeuré dans ledit País, même pour la solde & entretenement de cent hommes de Guerre, qu'ils ont fourni & entretenu par ordre du sieur Duc de Lavaulte pour la garde du Fort de Castille depuis le mois d'Octobre dernier, pour raison dequoy & de l'infertilité du País il leur a fallu emprunter diverses sommes des Habitans de Bayonne, & d'autres Villes circonvoisines qui les poursuivent au payement sans le pouvoir acquitter, ayant perdu la plus part de leurs biens & Bestiaux, par les actes d'hostilité des Ennemis, ce qui les pourroit empêcher à l'avenir de fournir, & entretenir les mille hommes qui ont toujours arrêté les progrès des Espagnols, & fortifié l'Armée qui a été l'année dernière sur la Frontiere, & qui a contraint les Espagnols d'abandonner les Forts qu'ils avoient construits avec une excessive dépense & perte de plus de huit mille hommes morts de maladie & autres incommodités dans lesdits Forts, réquiétant la confirmation de leurs Privileges pour vingt ans, sans les obliger à les demander de six en six ans, pour les décharger des grands frais qu'ils sont obligés de faire pour les voyages de leurs Deputés, qui montent presque autant que l'utilité qu'ils reçoivent desdits Privileges, étant éloignés de plus de deux cens lieues : Plusieurs pieces mentionnées dans ledit Arrêt qui a ordonné que les supplians jouïroient des affranchissemens & exemptions de toutes Tailles, Taillon, Cruës, Aydes, Subsidés & Impositions tant ordinaires qu'extraordinaires conformément aux Lettres & Arrêt pour six ans, Collationné & signé Coquille.

20. Aoust 1650. 17. Lettres Patentes de Louis XIV. glorieusement régnant, par lesquelles desirant favorablement traiter lesdits Habitans en considération des bons services qu'ils rendent sur la Frontiere, & particulièrement pendant les derniers mouvemens, il remet quite & décharge les supplians des exemptions & affranchissemens qu'ils luy pourroient devoir depuis l'expiration de six années portées par l'Arrêt du 5. May 1638. & il continue & prolonge les mêmes exemptions & privileges pour huit ans, lesdites Lettres : signées Louis, sur le reply, Phelypeaux, y ayant des Enregistremens de la Chambre des Comptes & des Finances de Guienne des 12. Septembre 1650. & 6. Decembre 1651. signés Bourlon, & de Lesca, avec l'attache desdites Finances de Guienne du jour, signé de Thibaut, de Tortaty, Chapelas de la Chabanne, de Gourgue, Coquil, Montalier, Relion, de Prugue, & plus bas : de Lesca Greffier.

26. Octobre 1668. 18. Lettres Patentes du même Roy que lesdits Habitans contre leurs Privileges & Immunités ont été assignés pour reconnoître leurs biens & porter la déclaration, & dénombrement d'iceux, mais ayant fait voir que le País de



Labourt, étoit exempt de toutes reconnoissances, & offres faites de payer annuellement au Commis du Receveur du Domaine 253. livres 10. sols 6. deniers, pour le droit de subvention, le Syndic & Habitans dudit País par Jugement du sieur Pelot du 12. May dernier ont été déchargez de ladite assignation, & des prétentions desdits Commis & du Domaine, avec défenses de les troubler dans leurs Privileges, Immunités & Exemptions qui leur ont été accordés & confirmés: en consequence dequoy, & desirant favorablement traiter les Exposans en consideration des bons & agreables services qu'ils rendent continuellement sur la Frontiere, & particulièrement de ceux qu'ils ont rendu, pendant les derniers mouvemens, & d'ailleurs obligés de nuit & de jour, à la garde de la Frontiere à leurs frais & dépens, il leur est renouvelé les Privileges & Exemptions pour neuf ans, lesdites Lettres signées L o u i s, & plus bas: Par le Roy, Phelypeaux, avec une Requête présentée au Bureau des Finances en Guienne.

7. Septembre 1671. Et leur attache, signé Chapelas, de Prugue, Dirmes, Thibol, Lestrilles, d'Huigla de Fillot, Montaudon, de Cognil, de Tortaty, de Lachese, & plus bas: de Lesca Greffier.

9. Septembre 1683. 19. Autres Lettres Patentes du même Roy par lesquelles en consideration des services que lesd. Habitans rendent journellement sur la Frontiere, même de la fidelité & affection qu'ils ont toujours témoigné au bien de l'Etat, toutes les fois que les occasions s'en sont présentées en faisant tout le bon devoir poursuivant les Ordres du Gouverneur, Lieutenant General en Guienne, empêché que les Espagnols n'ayent fait aucune entreprise, outre que lesdits Habitans sont obligés à la garde, jour & nuit de la Frontiere à leur frais & dépens, lesdits Privileges, Immunités & Exemptions sont continués pour neuf ans, lesdites Lettres signées L o u i s, & Par le Roy, Phelypeaux, avec une Requête présentée au Bureau des Finances en Guienne, pour l'Enregistrement desdites Lettres, y ayant un memoire des frais qui y est attaché, & aussi la quittance y mentionnée de la subvention, avec l'attache du 28. Decembre 1683. dudit Bureau, signé de Prugue, Tibaut, de Fillot, de Poitevin, Montaudon, de Coquil, de Tortaty, Mercier, Esmaie, de la Chabanne, Chapellas, Brassier, de Saint-Marçq: Et plus bas, Loret, avec des copies desdites Lettres Patentes, & la signification qui en a été faite à la Coutume de Bayonne, à la Foraine & au Pontage.

12. Juillet 1623. 20. Une consulte prise par lesdits Habitans du País sur leurs Privileges & la maniere de tenir Bilçar, signée de Galateau, de Bonalgues, de Saint Martin, avec deux copies de la même consulte.

29. Juillet 1623. 21. Inventaire des Privileges, Titres & papiers du País dont l'Original est produit dans les pieces du Conseil au sujet des Terres & Bois dont sera fait mention ci-après à la fin de cette cote, & il y a à la même copie d'un Contrat de l'année 1106. contenant vente des Terres vacantes, Bois, Forets, droit de bâtir Moulins, & de chasser, passé par Guitard Vicomte de Labourt & de Marespne du consentement de Guillaume Duc de Guienne en faveur des Habitans du País de Labourt.

5. Mars 1630. 22. Arrêt du Conseil après une plaidorie de trente ans rendu entre les Manans & Habitans du País & Bailliage de Labourt, contre ceux de la Ville de Bayonne, par lequel sa Majesté permet aux Habitans du País de pouvoir faire passer par ladite Ville depuis Saint Michel jusques à la Noël, toutes sortes de Vins, à la charge de les transporter par Mer, en demandant permission ainsi qu'ils ont accoutumé, & défend aux Habitans de Bayonne d'empêcher ceux de Labourt, à la liberté de la Navigation & Commerce sur les Rivières de Ladour, & du Nive, pour la descente des Bleds & autres Provisions nécessaires, sans toutefois qu'il y ait autre Port que celui de Bayonne, & sur les autres instances, tant Civiles que Criminelles, les parties sont mises hors de cour & de procès, avec enjonction de vivre en paix & concorde, défenses de toutes voyes de fait à peine d'être déclarés Perturbateurs du repos public sans dépens, avec l'Inventaire servant d'avertissement, fait au Conseil lors dudit Arrêt, où ledit País est traité de Province, & les rigueurs exercées par ceux de Bayonne y sont fortement marquées avec une Lettre du sieur Larzague cy devant Syndic, du 15. Janvier 1697. où il paroît qu'un autre imprimé du même Arrêt luy a été envoyé.

(13)

21. Novembre 1645. 23. *Délibération du Bilzar pour députer devers le seigneur Duc Despernon Gouverneur de la Province pour avoir un reglement au sujet du Bilzar, signée de Habans Notaire Royal, & Greffier.*

28. Juin 1659. 24. *Arrest du Conseil rendu au sujet des grands desordres arrivés dans ledit Pais, sur l'Election dudit Syndic, portant que par le sieur Hotman Intendant il sera informé des troubles & differens arrivés dans cette occasion, dressé Procès verbal pour sur iceluy être ordonné ce que de raison; cependant que le Baillif & autres Officiers Royaux, & toutes personnes qui à cette occasion sont sortis du Pais, seront rétablis en la fonction & exercice de leurs Charges & en possession de leurs Biens, permet au Syndic & Habitans de tenir leurs Assemblées comme par le passé, lesd. Baillif & Officiers y assisteront, & en seront avertis, le tout par provision avec défenses d'user des brigues ou port d'Armes, surcis à tous decrets: & ordonne que le sieur Prince de Conty Gouverneur de Guienne, & le Marechal de Gramont Gouverneur de Bayonne y tiendront la main, signé Phelypeaux, il y a une seconde expedition avec sa commission.*

3. Juin 1660. 25. *Autre Arrêt du Conseil rendu à Saint Jean de Luz, le Roy y étant, portant que les Informations, & Procedures criminelles énoncées au precedent Arrêt seront incessamment continuées, le rétablissement du Parquet parachevé, & les choses remises en l'état qu'elles étoient avant l'année 1651. dont la dépense sera réglée & payée par le General du Pais, qu'à l'avenir les Ordonnances du sieur Duc Despernon seront executées; & en consequence que les Communautés du Pais ne pourront à l'avenir être assemblées qu'au Parquet de la Justice Royale dudit Bailliage, pour délibérer des affaires concernant le service de sa Majesté, avec défenses au Baillif, Officiers de la Justice & tous autres de faire aucunes Assemblées en Armes, même des mille Hommes, & aux Habitans de prendre les Armes, sans exprès commandement de sa Majesté, des Gouverneurs & Lieutenans Generaux desdits Pais & Duché de Guienne, & en leur absence du sieur Marechal de Gramont Gouverneur de Bayonne & dudit Pais de Labourt, ou leur Lieutenant General audit Gouvernement: & à l'égard des Bilsars, ils seront convoqués à la diligence & poursuite du Syndic du Pais, & par l'ordre & la resolution desdits Baillif & Officiers de sa Majesté, & sur la proposition qui leur en sera faite par ledit Syndic, sans que ledit Bilzar puisse être tenu que par l'ordre & en presence desdits Officiers, ni que ledit Syndic, Abbés ou Deputés de quelque qualité ou condition qu'ils soient, puissent y porter aucune Arme, auquel Bilzar le Lieutenant General, & en son absence le premier Officier du Siege selon son rang fera entendre aux Abbés & Deputés le sujet de l'Assemblée & ensuite les Abbés & Deputés chacun en sa Parroisse feront assembler la Communauté pour y prendre resolution, dont sera fait acte, qui sera rapporté au Bilzar pour y être lu, & la resolution prise suivant la pluralité des Délibérations: ordonne que les Assemblées particulieres des Parroisses seront faites en la maniere accoutumée, sans qu'en icelles, ni aux Bilsars, il se puisse faire aucun Statut ou Ordonnance portant emprisonnement, banissement, peine afflictive ou peine pecuniaire, à peine de confiscation des corps & des biens, sauf à se pourvoir par devers sa Majesté pour obtenir ce que le bien commun requerra; que les Actes du Bilzar seront retenus par le Greffier du Bailliage, enjoint de luy remettre ceux qu'on en a retenus, que le Syndic prêtera le serment en son entrée pardevant ledit Lieutenant General, en presence du Procureur de sa Majesté, qu'il ne pourra être continué plus d'une année, qu'avec la permission de sa Majesté ou de ses Gouverneurs & Lieutenans Generaux, & de rendre compte avant que d'y rentrer, qu'il recevra de son Prédecesseur les Titres du Pais, & s'en chargera en presence du Procureur de sa Majesté, & les gardera dans un coffre à deux serrures, dont ledit Procureur du Roy gardera une clef, & le Syndic l'autre, & auquel compte le Procureur de sa Majesté, sera present à peine de nullité, il y a d'autres clauses dans ledit Arrêt qui regardent la punition & le rétablissement des choses passées & biens enlevés, ledit Arrest pour copie, signé Hotman avec l'attache du 9. Juin 1660. signé le Duc Despernon, & plus bas, Simonet, & l'Acte de publication & Enregistrement du 10.*



(11)

dudit mois de juin, signé de Hotman, & plus bas, Jacques, & Lamasse Greffier.

Dans la Délibération du 14. Aoust 1708. Monsieur le Procureur du Roy au present Bailliage, de même que Monsieur le Lieutenant General s'étant opposés à la continuation du sieur Duhalde Diribarren dans la Charge de Syndic du País, & l'Acte en ayant été envoyé à Monseigneur le Marechal de Montrevel Commandant en chef dans la Province, il y a sa Lettre du 12. Septembre 1708. rapportée dans le chapitre, nombre 45. par laquelle il a eu la bonté de mander qu'ayant donné avis au Roy de cette contestation, sa Majesté luy avoit ordonné de faire sçavoir que ledit sieur de Diribarren ne devoit être continué, attendu la disposition de l'Arrêt cy-contre, & qu'à sa place le País devoit proceder à la nomination d'un autre, ce qu'ayant été fait, le sieur Planhion a été élu au mois d'Octobre en ladite année 1708.

17. Juin 1660. 26. Ordre du Roy contenant grace & pardon, à l'égard des desordres arrivés, à la reserve de ceux qui y sont exceptés, avec l'attache du Seigneur Duc Despernon du 20. dudit mois, & l'autre attache de Monseigneur de Hotman Intendant du 5. Novembre audit an 1660. le tout Collationné par le Secretaire du Roy, ensemble l'Arrêt du Conseil, contenant permission de lever sur les Habitans dudit País la somme de cent trente neuf mille cinq cens une livre, seize sols, six deniers, avec les frais de l'imposition pour le dédommagement des desordres arrivés à l'occasion de l'Election du Syndic dudit País en l'année 1658. ledit Arrêt écrit en parchemin du 14. Juin 1662. signé Berrier avec la commission contenant Lettres d'affiette en datte du même jour par le Roy en son Conseil, signée dudit Berrier.

17. Septembre 1660. 27. Procès verbal de Me. Jean Dupruil Juge de Seignans en qualité de Subdelegué audit Seigneur de Hotman Intendant, contenant la liquidation des choses enlevées, & dont la restitution avoit esté ordonnée par led. Arrêt du Conseil.

Ce procès verbal est produit dans un sac à part, qui sera produit sous cette cote A. nombre 40. de Me. Bertrand Detcheverry, Prêtre fils & heritier de feu Saubar Detcheverry maître de la Maison d'Agara de la Parroisse de Larressore, contre le Syndic General du País au sujet de quelques violences, dont il se plaignoit qui luy avoient été faites à l'occasion d'une vache, dont l'accommodement a été fait pendant le Syndicat de Me. Bernard de Latzague qui a fait le payement à la décharge du País de Labourt, & il faut en avoir une copie de la quittance pour faire mention icy, il y a deux Sentences Arbitrales rendues à Cambo & à Ahetze, contenant l'amiable liquidation des Pignores, dont la restitution fut ordonnée par un Arrêt du Conseil.

15. Mars 1673. 28. Acte du Bilsar contenant pouvoir au Syndic de se pourvoir devers sa Majesté, pour faire maintenir le País dans ses anciennes Libertés & Privileges conformément à l'Arrêt du 3. Juin 1660. avec la Requête présentée en consequence, réponduë & apostillée en marge par Monseigneur de Seve Intendant dans la Province, & aussi copie de son avis en particulier du 4. d'Octobre 1674. avec les observations en marge de quelques articles, & aussi copie de deux Lettres écrites par le Roy, & par Monsieur de Chateau-neuf, à Monsieur de Seve à cette occasion, & aussi quatre autres Lettres écrites à ce sujet, par le sieur Morel au Syndic du País, & un memoire du même Syndic en addition au precedent.

1. Fevrier 1669. 29. Copie d'un Arrêt du Conseil en forme de Reglement rendu entre Monsieur Salvat, Vicomte d'Urtubie, Baillif & Colonel du País de Labourt, & Monsieur Anthoine Roger de Lassille, Baron de Saint Pé, Lieutenant de Roy au Gouvernement de Bayonne, & le País de Labourt intervenant sur les attributs & prerogatives de leurs Charges qui contient ce que le Lieutenant du Roy peut faire dans le País de Labourt, avec deux memoires instructifs qui furent produits au Conseil & les Originaux du tout doivent être chés Monsieur d'Urtubie.

5. Avril 1664. 30. Reglement fait par Monsieur le Marquis de Saint Lucq, Lieutenant General pour sa Majesté en Guienne, sur les desordres arrivés dans l'Eglise d'Ustarits, au sujet des differens survenus à cause de la levée des sommes pour le remboursement des Pignores, de la maniere de tenir le Bilsar, & d'en presenter les propositions, ce reglement étant imprimé.



(15)

4. Juillet 1664. 31. Autre Ordonnance de Monsieur le Marquis de Lucq, au sujet de la levée des sommes qui se faisoit pour le payement desdites Pignores, & à raison des desordres arrivés à ce sujet, ladite Ordonnance non signée.

6. Juillet 1679. 32. Reglement fait par Monsieur le Comte de Montegu Lieutenant General en Guienne, venu sur le lieu par ordre du Roy à l'occasion du différent arrivé au sujet de l'Election du Syndic, contenant la maniere de faire ladite Election, & aussi l'ordre de tenir Bilzar, avec les Ordonnances rendues par Monsieur le Marquis de Saint Lucq contre le sieur de Laralde Vis-Sénéchal des Lannes, & l'Arrêt du Grand Conseil portant confirmation, étant le tout imprimé & enregistré au Bilzar.

4. Decembre 1679. 33. Arrêt du Conseil, portant reglement conforme à ladite Ordonnance de Monsieur le Comte de Montegu, aussi enregistré au Bilzar avec une enjonction du Sénéchal de Bayonne aux Huissiers & Sergens de signifier ledit Arrêt.

10. Septembre 1671. 34. Requête du Syndic du Pais avec l'Ordonnance de Monsieur le Marechal d'Albret, Gouverneur & Lieutenant General en Guienne, portant que les Habitans du Pais jouiront de leurs Privileges, & en consequence leur est permis de porter des Armes, & de chasser nonobstant les Ordonnances sur ce sujet envoyées dans le Pais, la Requête signée de Lamasse, & l'Ordonnance du Marechal d'Albret: Et plus bas, de Costart avec le cachet.

Aoust 1690. 35. Requête présentée par le Syndic du Pais à Monseigneur de Bezons Intendant de la Province, pour avoir la décharge en faveur des Chapelliers du Payement de droit de Marque, étably par l'Edit & Arrêt du Conseil qui y sont attachés, ladite Requête signée de Moleres.

3. Mars 1687. 36. Une Lettre écrite de Londres avec divers memoires des pieces qui sont dans la Tour de Londres autres que celles cy-dessus mentionnées, concernant les interêts du Pais.

1687. 37. Autres memoires pris à la Chambre des Comptes à Paris, des pieces qui y sont concernant le Pais.

38. Anciens memoires & instructions sur la maniere que les Deputés de Saint Jean de Luz & de Siboure se devoient comporter à la Cour sur les affaires du Pais.

39. Autres memoires pour agir contre l'ordre surpris par le Lieutenant de Roy de Bayonne de commander au Pais de Labourt.

40. Sac & Production de Saubat Detcheverry Laboureur, maître de la Maison d'Agara de la Parroisse de Larressore, contre le Syndic du Pais de Labourt, & les heritiers de feu Maître Martin de Chourio vivant Syndic dudit Pais de Labourt, avec une autre production dudit Syndic de Labourt y ayant des pieces de consequence.

28. Janvier 1656. & 24. Decembre 1689.

41. Deux Lettres de bien veillance du Parlement de Bordeaux, écrites au Syndic du Pais, de ce que le même Pais avoit résisté à l'incorporation qu'on vouloit faire au Parlement de Navarre, lesdites Lettres signées de Pontac Premier Président, & Dufaut Doyen du Parlement, à défaut des autres Messieurs à la Reolle, avec deux memoires fournis à ce sujet, & aussi le memoire de l'Arrêt du Conseil, qui avoit maintenu le Pais de Soule au ressort du Parlement de Bordeaux.

21. Decembre 1680. & 30. d'Octobre 1681.

42. Une Lettre écrite par Monsieur l'Intendant, au Syndic du Pais que le Roy avoit eu la bonté de surfoir l'Edit de la verification des dettes à l'égard des Communautés dudit Pais, comme étant contraire à leurs Privileges avec une Requête dudit Syndic & Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, portant que les créanciers des Communautés se pourvoient par vertu de leurs titres par les voyes accoustumées, & devant les Juges ordinaires, ladite Lettre portant aussi ordre audit Syndic d'arrêter le sieur Haraneder Monseigneur de la part du Roy, lesdites Lettres & Ordonnances signées de Faucon de

(16)

Ris. l'Ordonnance plus bas Puch, avec une copie du mémoire qui fut donné par le Pais, à l'effet de ladite surfoyanee.

43. Copie du memoire de l'état que Monseigneur de Bezons Intendant de la Province avoit demandé.

44. Le Livre du Bilsar où sont écrits les Actes qui s'y font, puis l'année 1679. & lequel Livre reste au pouvoir du Greffier du Siège du Bailliage : mais qu'il faudra remettre quand il sera achevé de remplir avec les presens Titres du Pais.

12. Septembre 1708. 45. Lettre de Monseigneur le Maréchal de Montrevel Commandant en chef dans la Province de Guienne écrite aux Jurats de la Communauté d'Ustarits, portant qu'ayant donné avis au Roy de la continuation du sieur Duhalde Diribarren, dans la charge de Syndic du Pais, sa Majesté luy avoit répondu par une Lettre de Monsieur le Marquis de Labrilhere Secrétaire d'Etat de la Province, que comme il y dix ans que ledit sieur Duhalde Syndic en fait les fonctions, il ne peut sans contrevénir à l'intention du Roy, & à l'Arrêt de 1660. être encore continué, & qu'en conformité de cet ordre, on ait à faire une nouvelle Délibération, pour que l'on nomme un nouveau Syndic, ladite Lettre de Bordeaux le 12. Septembre 1708. signé le Maréchal de Montrevel, avec l'envelope d'icelle à Messieurs le Maire, Jurats & Communauté d'Ustarits, à Ustarits par Bayonne. y ayant aussi la precedente Délibération du 14. Aoust 1708. signée Duhalde Greffier, mentionnée dans ladite Lettre pour avoir été envoyée à mondit Seigneur le Maréchal par ledit sieur Duhalde.

#### TITRES SUR LA PROPRIÉTÉ DU PAYS DANS LES TERRES & Bois communs.

B.

21. Juillet 1566. 1. Requête présentée au Roy par les Habitans du Pais de Labourt avec l'ordre de sa Majesté, portant que lesdits Habitans ne seront en aucune façon molestés ni travaillés pour le regard de leurs Terres communes, & entend qu'ils en jouissent nonobstant quelques concessions & Lettres expedées, & une Déclaration du Roy expedée en même conformité, le tout en papier, collationné le 2. Aoust 1623. signé de Sandoure & de Lahitton Notaires Royaux, avec copie de l'attache de Jean de Monlucq Evêque & Comte de Valence, Commissaire en cette partie député pour l'exécution de ladite Déclaration du premier Octobre 1566. en papier & non signé, & aussi une autre Déclaration du Roy du 13. Juillet 1584. qui maintient lesdits Habitans en leur possession, & jouissance desdites Terres, Paturages, Herbages & autres facultés & commodités portés par la Coutume en payant les Droits, & rédevances pour ce par eux dûs à sa Majesté, avec défenses de les faire contribuer aux Ponts & Fossés de la Ville de Bayonne, & qu'ils jouïroient de l'Exemption du droit de Billette pour les Bleds qu'ils tireront de ladite Ville de Bayonne pour leur provision, écrit en papier, Collationné ledit jour second Aoust 1623. signé desdits Sandoure & Lahitton Notaires Royaux.

26. Aoust 1641. 2. Procès verbal contenant Adjudication faite par les Commissaires députés par le Roy pour la vente & revente de ses Domaines, situés dans le ressort de la Cour du Parlement de Bordeaux, en faveur des Habitans du Pais de Labourt, pour la somme de 8000. livres & le sol pour livre, à la charge que tous les Domaines qui sont au Roy audit Pais, & esquels sa Majesté jouit à present demeureront à elle en l'état qu'ils y sont, sans pouvoir être engagés, ni aliennés: & que toutes les Justices continueront d'être exercées sous le nom de sa Majesté, sans que les Officiers & Habitans en puissent vendre ni aliéner aucune, avec la quittance du paiement de la somme de 8400. livres, fait par les mains de Me. Mathieu Dolives Conseiller du Roy, Lieutenant General, Civil & Criminel au Pais & Bailliage de Labourt, tant pour luy, que pour les autres Officiers & Habitans dudit Bailliage, c'est en parchemin, signé Daguesau, Andraut, Dubourg, Nesmond, Dubourg: de Ponlac Et plus bas, Lalo Greffier.

3. Memoire



3. Mémoires pour le Syndic de Labourt, pour montrer que les Terres communes & Bois appartiennent aux Parroisses, & que le Roy n'y a que le droit de quint du Bétail des Royaumes étrangers, lors qu'il y vient paccager.

19. Juin 1693. Produit dans les Pieces cy-après au sujet des Impositions.

Arrêt du Conseil par lequel les Habitans du País payant au Roy la somme de 25000. livres & les 2. sols pour livre pour être les Communautés déchargées de payer aucun droit d'Amortissement pour tout ce qu'elles ont acquis jusques à présent, ensemble des droits des nouveaux Acquets, ont été confirmés dans la propriété & puissance desdits Biens.

15. Novembre 1695. 4. Arrêt du Conseil d'Etat du Roy rendu sur la Requête du Syndic General du País de Labourt, & l'avis de Monseigneur de Bezons Intendant en Guienne, par lequel le Roy permet aux Communautés dudit País de vendre & aliéner les Terres vagues qui leur appartiennent pour les mettre en valeur, nonobstant la Déclaration du mois d'Avril 1683. à laquelle sa Majesté a dérogé pour ce regard seulement, sans tirer à conséquence, à la charge par eux d'en obtenir la permission par écrit du sieur Commissaire départy, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, signé Phelypeaux, avec diverses pieces qui avoient été faites auparavant pour empêcher la liberté desdites ventes en conséquence de la dite Déclaration qui les défendoit.

23. Juin 1692. & 24. Novembre 1695.

5. Deux Imprimés de l'Ordre du Roy, & Arrêt du Conseil qu'il ne sera coupé aucun Bois pour des Bâtimens sans un consentement par écrit du sieur de Laboulaye, & aux Habitans de faire aucune coupe d'Arbres de fûtage, sans en avoir la permission expresse de sa Majesté sur les peines y contenues, & des modifications y mentionnées.

Titres concernant les Droits Fiefs, ou Subventions que les Communautés, ou Habitans du País doivent au Roy, avec d'autres prétentions du Fermier, & ce qui s'est ensuiwy à cet égard devant Messieurs les Intendans, & au Conseil.

21. Octobre 1505. 1. Procès verbal de Guillaume de la Duché, Lieutenant au Sénéchal de Bayonne Commissaire député, contenant les reconnoissances des Fiefs qu'il a fait dans les Parroisses du País de Labourt en papier non signé, & qui a été pris à la Chambre des Comptes à Paris.

15. Janvier 1626. & 19. Janvier 1647.

2. Deux Contrats de Ferme de Fiefs & Rentes, que les Biens & Heritages dudit País & Bailliage de Labourt, sont tenus de payer annuellement au Roy, le premier Contrat moyennant 400. livres pour trois années, & le second Contrat à 75. livres par an, lesdits Contrats signés Duboué, & Andrieu Notaires Royaux, avec un Acte fait le 22. Aoust 1662. à la Requête de sieur Jean Dibussy Receveur ancien du Domaine du Roy aux fins dudit paiement desdits droits, notifié par Duhalde Notaire Royal.

Il y a dans le Procès fait au Conseil contre les Fermiers du Domaine, & qui sera cy-après produit, une Ordonnance de M. de Pelot Intendant en Guienne de l'année 1668. qui décharge les Habitans dudit País de Labourt des Déclarations à eux demandées pour le dénombrement de leurs Biens, moyennant la redevance annuelle qu'ils payent au Roy la somme de 253. livres 10. sols 6. deniers confirmée par les Lettres de continuation de Privileges de la même année, & aussi une autre Ordonnance donnée en conformité par Monsieur de Risle le 26. Janvier 1686. lesquelles Ordonnances ont été reformées par l'Arrêt du Conseil du 14. Octobre 1687. comme il paroitra cy-après sous cette cote.



(13)

6. Août 1683. & 2. Janvier 1683.

3. Jugement du Bureau des Finances à Bordeaux avec l'exploit de signification fait aux Gentils-Hommes pour rendre les hommages signé Dupont pour le Fermier de sa Majesté, & Gaberle Sergent Royal avec diverses Lettres Missives écrites à ce sujet.

L'année 1311. 10. Novembre 1684. & 4. Decembre 1685.

4. Copie de l'Enquête concernant les droits que sa Majesté a dans le Pais de Labourt avec la Requête du Fermier du Domaine pour en avoir les Déclarations & l'Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, ensemble l'assignation donnée en consequence, signé à la fin de Trouquoat.

26. Janvier 1686. 5. Ladite Ordonnance rendue par Monseigneur de Ris Intendant, qui décharge le Syndic & Habitans du Pais de Labourt, de la demande dudit Fermier, signée de Faucon, & plus bas Chastelier & signifiée.

13. Fevrier & 19. Mars 1685.

6. Commission en appel de ladite Ordonnance avec l'exploit d'assignation donnée au Conseil, les significations qui y ont été fournies, & les Lettres qui en ont été écrites.

16. Octobre 1598. expédiée le 4. Juin 1687. puis 1572. jusqu'en 1669.

7. Rolle du Fief que les Communautés du Pais payent au Roy, avec plusieurs quittances du payement des Fiefs qui ont été faits par les Communautés du Pais au Fermier du Domaine de sa Majesté.

14. Octobre & 26. Decembre 1687. & 16. Octobre 1688.

8. Arrêt du Conseil qui infirme les deux Ordonnances de Monseigneur de Pelot, & de Monseigneur de Ris, & ordonne que les Habitans du Pais rendront sans frais; sçavoir, ceux qui possèdent Fief, les Foy & Hommages, & les Syndics ou Deputés de chaque Parroisse, leur déclaration des Maisons, Terres & Heritages & des droits & redevances dont ils sont chargés, & avant faire droit de la propriété de Bois & Forêts: Ordonne que par le sieur Bezons Conseiller du Roy en ses Conseils & Intendant en Guienne, & par le sieur Legras Commis à l'exercice de la charge de Grand Maître des Eaux & Forêts qui se transporteront sur les lieux, ou en presence du Syndic du Pais, il sera fait l'arpantage & mesurage desdits Bois & Forêts, & dressé Procès verbal de la quantité & qualité d'iceux, ensemble des dires & contestations des Parties & droits pretendus par ledit Syndic sur lesdits Bois & Forêts, & iceluy rapporté avec l'avis dudit sieur de Bezons & Legras, & veu audit Conseil être fait droit aux Parties ainsi qu'il appartiendra par raison, avec une Requête présentée par ledit Fermier pour l'exécution dudit Arrêt: Ordonnance de Monseigneur de Bezons & signification faite au Syndic du Pais, signé à la fin Bonamy Huissier, avec une copie de la Lettre écrite à ce sujet par le Syndic du Pais, & réponse de Monseigneur de Bezons des 9. & 14. Octobre 1688.

9. Divers Factums pour le Syndic du Pais contre ledit Fermier du Domaine pendant que le Procès étoit au Conseil.

23. Janvier 1691. 10. Arrêt du Conseil concernant les droits de Glandages, Paccages, Chaufages & tous autres droits d'usages en imprimé, avec une Lettre de même pour son execution de Monseigneur de Bezons Intendant en Guienne.

11. Deux Sacs & Productions pour Maître Jean Duhulquo Syndic General du Pais de Labourt intimé, contre Maître Cleophas de Jarzy Fermier du Domaine du Roy appellent de deux Ordonnances de feu Monseigneur de Pelot & de Monseigneur de Ris Intendants dans la Province de Guienne, sur lesquelles productions est intervenu l'Arrêt du Conseil du 14. Octobre 1687. avec plusieurs imprimés du Factum du Procès.

(119)  
*Puis le 14. Juillet 1672. jusqu'au 20. May 1673.*

12. Cinq exploits d'assignation ou significations données au Syndic du Pais à la Requête du Fermier du Domaine du Roy, pour le payement des arrerages de Fief.

*Puis le 22. Fevrier 1689. jusques au 17. Mars 1692.*

13. Quatre reçus de la subvention ou Fief payé par le Syndic du Pais au Fermier du Domaine du Roy, signés Sauvestre.

*6. Juillet 1500. retenu par J. Dufort Notaire Royal.*

14. Contrat justificatif que le Roy a la quatrième partie au Moulin de Sorhoüette, & que pour le Fief luy en est dû 12. livres annuellement, expédié à la Chambre des Comptes à Paris.

N<sup>o</sup>. Il y a icy après sous la cote G. le contenu des 1. & 2. Articles qui regardent le droit d'Amortissement & de nouvel Acquis.

Titres au sujet du payement de la somme de huit mille livres, dont le Pais s'étoit chargé envers le Roy pour l'Adjudication du Domaine de sa Majesté à luy faite par le procès verbal du 26. Aoust 1641. cy-dessus produit sous cote B. n. 2. & des autres payemens faits à ce sujet à Monsieur d'Amou, & ailleurs.

D.

Pour faire le payement de cette somme de 8000. livres il fallut faire des emprunts sous le nom de Monsieur Damou Baillif du Pais & de Monsieur Dolives Lieutenant General au Bailliage, & cautionnement de Monsieur Leonard de Massiot Chanoine de l'Eglise Metropolitaine Saint André de Bordeaux, qui ayant été obligé d'en faire le payement, il fit condamner Monsieur Damou à l'en relever, & Monsieur le Marquis Damou son fils ayant été obligé de payer Monsieur de Massiot, il fit condamner le Pais de Labourt à le rembourser, & c'est ce qui luy a été fait, après des grands procès par une transaction du 12. May 1683. signé de Habans Notaire Royal: & Monsieur Dolives de son côté a aussi fait procès au Pais pour être remboursé des avances qu'il avoit fait lors de ladite Adjudication du Domaine à Bordeaux, conjointement avec Monsieur le Baron Damou, & le Pais demandant contre luy qu'il devoit contribuer aux avances faites au sujet de ladite Adjudication, & sont icy produits.

20. Aoust 1641. 1. Contrat d'Obligation passé par lesdits sieurs Damou, & Dolives en faveur de Honorable Homme le sieur Disnematin Dorat Bourgeois & Citoyen de Bordeaux de la somme de 6400. livres sous le cautionnement dudit sieur Massiot, & en consequence de l'Acte du Bilsar, ledit Contrat retenu par Saraneste Notaire Royal, & Collationné par le Secretaire du Roy, signé Jelin.

*10. Decembre 1641. & 24. Fevrier 1643.*

2. Deux consultes prises à Paris & à Bordeaux sur la maniere que le Pais devoit agir à raison de sa propriété dans les Biens communs, & pour partie de l'indemnité contre les Officiers du Bailliage, lesdites consultes non signées.

13. May 1643. 3. Arrêt de la Cour qui entre autres choses renvoie devers Maîtres Monter & Constant Avocats en la Cour la liquidation de ce que ledit sieur Dolives & autres Officiers du Bailliage doivent supporter aux sommes avancées, collationné & signé dudit Jelin.

18. Aoust 1643. 4. Sentence Arbitrale rendue par lesdits sieurs Dumantet & Constant Arbitres, & Dalon tiers, portant décharge dudit sieur Dolives à la contribution des 8000. livres baillés à Monsieur le Comte de Gramont, en par luy se purgeant qu'il n'y avoit donné de consentement & pour les autres 8000. l. & interêts que ledit sieur Dolives & autres Officiers contribueront au payement suivant l'évaluation



(20)

de leurs Offices, & de la portée des biens des habitans du Pais, & que ledit sieur Dolives sera remboursé des frais qu'il a exposés pour la Communauté du Pais sans aucune journée ni vacation, y ayant un Acte d'appel de ladite Sentence fait par ledit sieur Dolives, & deux copies de cette Sentence non signée.

13. Septembre 1643. 5. Copie du retiré d'un sac de Monsieur Melier Procureur en la Cour de Maître Pierre de Bidart Syndic de Labourt par Sandoure, faisant pour ledit Bidart, & en vertu de sa procuration.

19. Avril 1670. Procès verbal de Monsieur de Lacoste Lieutenant particulier de d'Ax Commissaire député par la Cour sur les contestations d'entre ledit sieur Dolives & le sieur Dolhaberriette Syndic General du Pais de Labourt, portant renvoy en la Cour.

22. Juillet 1670. Avec une Requête dudit sieur Dolives présentée en la Cour sur ledit renvoy, & une Lettre du même Syndic écrite au sieur de Latzague à Bordeaux du 6. Aoust audit an.

9. Aoust 1670. 6. Et un Arrêt de la Cour portant que par ledit Commissaire, il sera procédé à l'exécution de l'Arrêt du 29. Aoust 1669. sans préjudice de la signification & communication respective des Parties, & de pouvoir instruire l'appel relevé par ledit sieur Dolives de la Sentence Arbitrale dont est question, toutes les susdites pièces par signification.

X 12. May 1683. 7. Ladite Transaction passée entre Monsieur le Marquis Damou, & Maître Bernard de Hiriart sieur d'Arosa Syndic General du Pais de Labourt, contenant que toute la prétention dudit sieur Marquis Damou sur ledit Pais à raison de toutes les avances pour ledit Domaine principal intérêts & dépens, avoit été réglée, réduite & modérée à la somme de 9100. livres outre les 250. livres cy devant reçues, revenant le tout 11600. livres dont ledit sieur Marquis avoit été payé des Communautés dudit Pais, lesquels s'étoient réservés 3528. livres 3. sols 8. deniers sur la Communauté de Saint Jean de Luz, qui n'en avoit pas voulu payer sa cottité, & que les autres l'avoient avancé à cause de la solidarité, y ayant aussi une réserve contre la Communauté de Siboure pour le haussément de sa cottité, ladite Transaction signée de Habans Notaire Royal, Avec un Arrêt de la Cour qui avoit condamné ledit Syndic d'indemniser ledit sieur Marquis Damou, & à luy payer 8997. liv. 6. s. 8. d. de principal, 1599. livres 10. sols d'intérêts liquidés, luy payer les dépens & l'indemniser de ceux dudit sieur Massiot, sans préjudice audit sieur Damou de se pourvoir s'il y étoit contre ledit sieur Dolives solidairement obligé, ledit Arrêt du 18. Aoust 1672. signifié à Maître Pierre de Lamasse Syndic, signé de Gaberie, & en état des frais qui ont été faits pendant la liquidation du 11. Decembre 1681. signé en deux endroits, de Habans, & une Lettre écrite à ce sujet par ledit sieur Marquis Damou audit sieur Syndic du 17. Janvier 1682.

**EXTRAIT DE PARTIE DUDIT PROCES, LEQUEL EST EN**  
*divers sacs qui seront cy-après produits.*

16. Avril 1641. 9. Receu donné par ledit sieur Dolives, tant pour luy que pour sieur Jean de Haraneder le jeune Bourgeois de Siboure à Dame Marie de Gastambide veuve habitante d'Espelette de 1305. livres 15. sols 6. deniers à la décharge des Abbé & Jurats, & Habitans de Hasparren qui leur devoient pour leur cotte part de 1523. liv. 12. sols à quoy ont été liquidés les comptes, frais & dépens par eux exposés à la poursuite de la décharge de la subsistance du Fort de Soccoa, dont il les quitte, vuidimé le 17. Aoust 1671. signé de Casalar, & de Sabaroz Notaires Royaux.

29. Octobre 1646. retenu par Diharce Notaire Royal.

10. Quittance donnée par sieur Peirelongue Procureur de Monsieur Jean Damou Baillif du Pais à la Communauté de Siboure de 491. livre 16. sols 8. deniers pour sa cotte part du fait du Domaine du Roy, copie non signée.

21. Octobre



(21)

22. Octobre 1681. 11. Requête présentée par le Syndic du Pais à Monseigneur l'Intendant, afin que la Communauté de Saint Jean de Luz fut condamnée à payer sa cottité de ce qui avoit été avancé pour le fait du Domaine, & dont Monsieur le Marquis Damon avoit obtenu la condamnation avec l'Ordonnance de soit communiqué, signée de Faucon, & plus bas Puch.

12. Quatre sacs & productions, l'un de Maître Leonard de Massiot Chanoine dans l'Eglise Metropolitaine de Bordeaux, l'autre pour Messire Leonard Damou Seigneur Marquis Damou & d'autres places, les deux contre le Pais de Labourt, le troisième sac pour le même Seigneur Marquis Damou, contre les Communautés dudit Pais, auxquelles les proclamats de leurs Biens saisis avoient été faits, & le quatrième sac est pour Maître Pierre de Lamassé Syndic General dudit Pais de Labourt, contre le Seigneur Marquis Damon.

Titres justificatifs que le Siège du Bailliage de Labourt a par provision la connoissance des cas Royaux, en attendant qu'il plaise au Roy le decider, d'autres differens qui sont arrivés dans ce Siège, & aussi de la Monnoye de Bayonne.

E.

2. Avril 1572. 1. Arrêt de la Cour du Parlement de Bordeaux, qui justifie que Messire Charles Damou Seigneur & Baron dudit lieu, Baillif & Gouverneur du Pais de Labourt, Messire Boniface de Lasse Lieutenant General audit Pais & Bailliage, les Manans & Habitans dudit Pais de Labourt, & Maître Jean Detchegoyen Substitut de Monsieur le Procureur General au même Pais, & Bailliage, s'étoient pourvus en la Cour, contre Messire Anthoine de Lehet Lieutenant General au Sénéchal de Bayonne, & Maître Jean de Sorbé Procureur du Roy en ladite Sénéchaussée, en ce qu'ils disoient qu'avant qu'il y eut Sénéchal au Pais des Lannes, il y avoit un Baillif Royal audit Pais de Labourt, lequel en premiere instance connoissoit indifferamment sur tous les Habitans dudit Pais en toutes causes, tant civiles que criminelles, & les appellations de luy ou son Lieutenant ressortissoient suivant la nature de cet état nuement en la Cour, en l'exercice duquel état, & en la qualité susdite, il demeura jusques à ce que le Roy Louis II. ayant érigé un Sénéchal audit Pais des Lannes, son Lieutenant au Siège de Bayonne nommé Jean de Segure pratiqua si bien avec lesdits Habitans, les passant comme il étoit vray-semblable de vaine esperance & utilité publique à l'avenir qu'il les induisit à faire une Coutume, par le premier article de laquelle ledit Baillif a la premiere connoissance de toutes matieres & actions, tant civiles que criminelles sur lesdits Habitans du Pais de Labourt, & que ledit Sénéchal en auroit la connoissance de l'Apel, ce qui étoit un grand préjudice pour le service du Roy & du bien public dudit Pais: d'autant qu'il est défendu par les Ordonnances plus haut de trois Jurisdicions jusques à la Cour, au lieu qu'il y en a cinq. 2°. La connoissance de douze Juges Caviens dudit Pais dont les Apellations ressortissent au Bailliage, celui du Bailliage au Sénéchal, celui du Sénéchal au Presidial d'Ax, celui du Presidial en la Cour, que tant ledit Segure qu'autres Officiers dudit Sénéchal, de même que les Avocats alloient auparavant postuler audit Bailliage, que ledit de Segure ayant intitulé le Baillif de Bailete par Arrêt de la Cour luy avoit été défendu à peine de 10000. livres de ne l'intituler que Baillif, en haine dequoy ne pouvant alterer la qualité de Baillif y seroit arrivé que Maître Martin de Haramboure Lieutenant dudit Baillif ayant instruit un Procès sur le Port d'Armes, ledit de Niort auroit cassé la procedure comme de Juge incompetant, dequoy ayant été fait Apel, il auroit été dit avoir été bien procedé par ledit Haramboure, du depuis Mr. Antoine de Lehet Lieutenant Particulier audit Siège de Bayonne, & Maître Jean de Sorbé à qui il avoit été resigné son Office de Substitut du Procureur General avoit essayé d'exterminer toute la Jurisdiction du Bailliage. 1°. En informant pour le moindre crime prétendant que ce fussent des excès privilégiés, dont la connoissance leur appartenoit. 2°. En retenant les Apellations des appointemens interlocutoires dudit Baillif ou son Lieutenant, fraudant par ce moyen le Roy & le public, mettant les droits du Sénéchal au quadruple de ceux du Bailliage; d'ailleurs, il auroit voulu susciter les Villages maritimes du

Bailliage, depuis Fontarabie jusques à Bayonne, afin d'avoir Patentes du Roy, pour se démembre de la naturelle Jurisdiction du Bailliage, & l'incorporer avec le Sénéchal; quoyque lesdits de Lehet & Sorbé sceussent que les appellations desdits Juges Caviens ressortissent pardevant le Baillif, & que les Bails de Saint Jean de Luz, Uri & Bardos fussent Juges Caviens dudit Pais, & que ledit de Lasse ayant informé de certain excez fait audit lieu de Saint Jean de Luz, Jean de Garat Sergent de Bayonne y seroit allé informer sans commission, & icelle refusée, il l'auroit constitué prisonnier, de quoy ledit Garat s'étant rendu apellant en la Cour, de même que ledit Sorbé, & fait prendre la cause au Procureur General par circonvencion, lesd- Demandeurs requeroient à ce qu'il plût à la Cour, en decidant ledit Apel, déclarer avoir été bien procedé par ledit de Lasse, & reglant les Parties, faire défenses ausdits de Lehet & Sorbé de connoître sur lesdits Habitans; autrement, que comme il est porté par la Coutume, avec enjonction audit de Lehet de décider l'Apel sans retenir le fond, si non en mal jugé, luy défendre aussi d'entreprendre sur les appellations desdits Juges Caviens, obmettant ledit Bailliage, & en cas d'insistance, remettant lesdits Demandeurs en leur pristine liberté, ordonner que les appellations dudit Baillif ressortiroient nuëment en la Cour; sur laquelle demande il y auroit été fait un grand nombre de Procès, & sur iceluy rendu ledit Arrêt, portant défenses audit de Lehet devenu Lieutenant General & Sorbé Procureur du Roy, de retenir à peine de dix mille livres, la connoissance des causes de bien proceder, ny de connoître en premiere instance des appellations venant des Juges Caviens dudit Pais de Labourt, & où les Parties s'y pourvoiroient, les renvoyer pardevant ledit Baillif, ou son Lieutenant, & pour le regard de la Jurisdiction des Cas Royaux contentieux entre lesdites Parties, elles sont renvoyées par devers le Roy, pour par luy, ou son Conseil être ordonné sur la Jurisdiction desdits Cas Royaux, ainsi qu'il appartiendra par raison; & cependant ordonne par forme de provision, que lesdites Parties respectivement connoîtront par prevention desdits Cas Royaux, tout ainsi qu'il est contenu par la Coutume dudit Pais de Labourt, & qu'ils ont accoustumé de jouir seulement, & sur les Requêtes hors de Cour & de Procès, sans dépens du tout, & pour cause ledit Arrêt est expédié avec sa forme, les peaux de parchemin attachées les unes aux autres, & signées de Pontac.

22. Juillet 1545. Signé de Lamasse Notaire Royal. 2. Procurations passées par Maître Martin de Monduteguy Syndic General du Pais de Labourt, en faveur du Procureur en blanc pour intervenir au Procès pendant au Parlement de Bordeaux, entre Messieurs les Officiers du present Bailliage & ceux du Sénéchal, Avocats & Praticiens dudit Siège, & y demander la conservation des Droits, Privileges, & Attributs de la Jurisdiction dudit Bailliage & de la Coutume d'iceluy, ensemble l'exécution des Arrêts & Reglemeus baillés en consequence, particulièrement de celuy du 3. Avril 1573.

21. May 1695. 3. Requêtes présentées par sieur Jean d'Artaguiette d'Iron Syndic General du Pais de Labourt. qu'on fabriquoit de la fausse Monnoye, tant de l'Or que de l'Argent dans l'étendue dudit Pais, y trouvé des Espèces fausses nouvellement fabriquées, dont il convenoit de faire punition avec l'Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, que par le sieur de Lalande Lieutenant General au Siège du Bailliage de Labourt, qui fût Subdelegué; il seroit informé à la Requête du sieur d'Habans Procureur du Roy audit Bailliage de ladite fabrication & exposition de fausse Monnoye, & le Procès par luy instruit, fait & parfait contre les Accusés jusques au Jugement definitif exclusivement, enjoignant audit sieur d'Artaguiette de tenir la main à l'exécution des Decrets qui seront décernés.

4. Septembre 1697. 4. Arrêts du Parlement de Bordeaux, rendus entre Messieurs les Officiers dudit Bailliage de Labourt, & Messieurs les Officiers du Sénéchal de Bayonne, où il paroît que lesdits Officiers du Bailliage ayant informé & arrêté Joannes de Gostorogaray, Joannes de Frechou, & Arnaud Derchegaray, accusés de ladite fausse Monnoye, ils avoient contre-eux fait le Procès, & iceux condamnés, lesquels ayant été traduits au Parlement, les Officiers du Sénéchal y étoient intervenus, &



(23)

demandé la cassation de la procedure, prétendant que ceux du Bailliage n'en avoient pas peu connoître, le Syndic dudit Pais se seroit intervenu pour demander l'exécution dudit Arrêt de 1572. & ayant été fait au Parlement des grandes écritures, dont celles dudit Pais seront cy-après produites dans un sac, & les Parties rendues au Parlement, il y fut rendu ledit Arrêt, par lequel lesdits faux Monnoyeurs furent jugés aux peines y contenues: au surplus: tant sur l'Apel de ladite procedure fait par les Officiers de Bayonne & conclusions par eux prises, que sur les conclusions desdits Officiers de Labourt & oppositions par eux formées envers les Arrêts de ceux de Bayonne, Jurisdiction & cas contentieux entre lesdits Officiers, ensemble sur l'intervention & conclusions dudit Syndic du Pais de Labourt, ordonné que les Parties se pourvoient envers le Roy, pour par sa Majesté leur être pourvu ainsi qu'il appartiendra, conformément audit Arrêt du 2. Avril 1572. Cependant sans préjudice du droit desdits Officiers de Bayonne, de Labourt & dudit Syndic, ordonne que suivant ledit Arrêt par forme & provision, lesdits Officiers connoîtront respectivement par prevention des Cas Royaux, tout ainsi qu'il est contenu par la Coutume dudit Pais de Labourt, & qu'ils ont accoutumé de jouir seulement, dépens à cet égard réservés, ledit Arrêt en parchemin signé Roger, avec une commission & exécutoire au nom dud. Syndic, pour contraindre les Officiers du Sénéchal à payer la somme de 1614. livres 12. s. 6. d. pour la moitié des épices dudit Arrêt, ladite commission par la Chambre signée aussi Roger.

Peu de temps après ledit Arrêt. 5. Requête présentée par lesdits Officiers du Roy au Sénéchal de Bayonne, afin qu'il fut défendu au Syndic & General du Pais d'intervenir au Procès qui devoit être au Conseil en exécution dudit Arrêt, avec un projet de réponse à cette Requête, le tout adressé à Monseigneur Bezons Intendant en Guienne.

26. Avril & Juin 1670. 6. Requête présentée par sieur Pierre Duvergier Dolhaberiette Syndic General du Pais de Labourt, qu'il avoit reçu des plaintes des Deputés & principaux Habitans de la Province de Guipouscoa en Espagne de ce qu'on fabriquoit en quelques endroits dudit Pais certaine petite Monnoye de Cuivre appellé Quartos, laquelle par sa mauvaise qualité & de fausse matière ruinoit le Commerce, & il demandoit permission d'informer devant un Subdelegué d'avoir des censures, & d'arrêter les coupables, enjoignant à Monsieur de Lisle Gouverneur du Château de Hendaye, aux Baile, Abbé & Jurats des Communautés d'en prêter main-forte, avec deux Ordonnances de Monseigneur l'Intendant, qui donne ladite permission, subdelegue le sieur d'Arcangues Procureur du Roy du Bailliage de Labourt, par qui le Procès seroit fait & parfait jusques au Jugement exclusivement, lesdites Ordonnances signées d'Aguesseau, & plus bas Feuvre. Sur ces Ordonnances il avoit été fait le Procès à divers coupables par ledit sieur d'Arcangues, qui les arrêta dans ladite Parroisse de Hendaye, & la procedure est cy-après produite dans un sac particulier sous cette cote, nombre neuf.

8. Septembre 1673. 7. Requête présentée par sieur Martin de Moleres Syndic General du Pais de Labourt, contre ceux qui fabriquoient des Quartos dans ledit Pais, qui cause un grand préjudice dans le Commerce, que ceux de Guipouscoa en ont fait diverses instances, & cela a obligé Monseigneur de Pelot, Monseigneur d'Aguesseau, & Monseigneur de Seve Intendants de donner des Ordonnances, portant permission d'informer & d'arrêter, & quelques-uns se sont évadés, & pour en faire cesser la continuation, il demandoit l'exécution desdites Ordonnances, & enjonction aux sieurs Officiers du Bailliage de faire toutes les procedures nécessaires à peine d'en répondre en leur propre & privé nom, & aux Geoliers de faire tenir prison aux détenus avec l'Ordonnance de Monsieur le Marechal d'Albret Gouverneur & Lieutenant General en Guienne, portant enjonction au Prevôt & autres Officiers, même au Suppliant de se saisir des decretés & prévenus, & aux Officiers à qui la connoissance en appartient de proceder incessamment contre les coupables sur peine d'en répondre en leur propre & privé nom, & défenses à toutes personnes d'y porter aucun empêchement, & de donner retraite aux accusés, ladite Ordonnance donnée à Bayonne & signée le Marechal d'Albret, & plus bas de Coustard.



(24)

8. & 9. Mars 1674. 3. Requisition du fleur Procureur du Roy au Sénéchal de Bayonne, & appointement qui y fut donné sur la remise de quelques prisonniers accusés de fausse Monnoye, mis dans leurs prisons en consequence du Decret du Présidial d'Ax, portant que lesdits prisonniers resteroient esdites Prisons pour le Procès leur y être fait, signifié audit fleur de Moleres Syndic dudit Pais de Labourt, signé Dulivier Huissier avec copie du Dictum d'une Sentence rendue audit Présidial, portant condamnation des faux Monnoyeurs, non datté, ni signé, mais seulement au dos de 1674.

9. Sac & Pieces de la procedure instruite par Monsieur d'Arcangues Procureur du Roy au present Bailliage, comme Subdelegué de Monseigneur l'Intendant, à la Requête de fleur Pierre d'Olhaberriette Syndic du Pais de Labourt, contre ceux qui fabriquent les Quartos d'Espagne.

10. Sac & production pour Maître Jean d'Artaguette fleur Diron Syndic General du present Pais de Labourt demandeur en intervention dans l'instance d'entre les Officiers du Bailliage de Labourt, & ceux du Sénéchal de Bayonne, sur laquelle production est intervenu l'Arrêt du Parlement du septième Septembre 1697. cy-dessus produit.

13. Avril 1648. 11. Signification d'un Arrêt de la Cour, portant decret d'ajournement personnel contre le Syndic du Pais, pour certaines levees qu'il vouloit faire dans le Pais en faveur de Monsieur Dolives Lieutenant General, & Saint Paul Vis-Sénéchal, & aussi des excès commis sur Monsieur d'Arcangues Procureur du Roy au present Bailliage, à raison de la condamnation donnée audit Siège, contre le nommé Harpe accusé de la fausse Monnoye, avec copie d'un precedent Arrêt.

31. May 1672. 12. Copie d'un Jugement rendu par Monseigneur d'Aguesseau Intendant en Guienne, avec d'autres Juges en nombre, contre les Officiers de la Monnoye de Bayonne, sur les malversations dont ils avoient été accusés, & qu'ils furent mis hors de Cour & de Procès, signé par extrait de Samanos Notaire Royal, avec une Lettre écrite à Monsieur de Larzague Notaire Royal, signé Romatet.

Requête de Messieurs les Officiers du Sénéchal de Bayonne, à ce que le Pais n'ait par à agir au Conseil sur le renvoy qui a été ordonné par les susdits Arrêts du Parlement de Bordeaux des années 1572. & 1697. ladite Requête en Original qui fut donnée en communication par feu Monseigneur de Bezons Intendant en Guienne, en-dossée du 7. Octobre 1697. Na. cette cote est cy-dessus n. 5.

#### TITRES POUR L'EXEMPTION DES DROITS DE LA Foraine, & de ceux de la Coutume.

F.

23. Septembre 1584. produit dans le sac qui sera cy-après, & sous cote C. dudit sac.

Procès verbal fait sur l'établissement de la Foraine dans Bayonne & Pais de Labourt par Jean Channin fleur de Ségins, & de Capian Conseiller du Roy, en son privé Conseil, & Président en la Cour de Parlement de Bordeaux, & Etienne de Pontac Chevalier fleur d'Anglade & de Millac Conseiller dudit fleur & Trésorier General de France en Guienne, Commissaires & Députés par sa Majesté, & par le Parlement de Bordeaux pour établir le Domaine, Forain & Traite-Foraine en la Province de Bayonne, portant que les Habitans du Pais de Labourt avoient payé la somme nécessaire pour l'extinction ou abolition de la Foraine.

4. Avril & 20. Decembre 1634.

1. Appointement rendu au Sénéchal de Bayonne, entre le Fermier du Roy en la moitié de la grande Coutume, & le Seigneur Comte de Gramont propriétaire de l'autre moitié de ladite Coutume d'une part.

Et Maître Martin de Monduteguy Syndic General du Pais de Labourt, portant que ledit Syndic & Habitans de Labourt, jouiroient des Immunités & Fraichises

pour

(25)

pour les Marchandises, Denrées & autres choses par eux alléguées tant en entrant qu'en sortant du Royaume, tout de même que ceux de Saint Jean de Luz, Urtugne & Siboure en jouissent avec l'Apel fait par ledit Fermier & Seigneur de Gramont, & un Arrêt d'expedient de la Cour des Aydes, qui met l'Apel au neant, & la commission obtenue sur ledit Arrêt, le tout en parchemin non signé, & marquant avoir été signifié avec une copie du tout voidimé, signée de Habans Notaire Royal.

6. Avril 1635. 2. Consulte prise à Bordeaux sur vingt-deux mille livres qu'on avoit proposé de donner au Seigneur Comte de Gramont pour son dedommagement de l'exemption desdits droits de Coutume non signée.

25. Septembre 1635. retenu par Molerès.

3. Contrat de vente fait par les Habitans de la Communauté d'Ustarits, à Maître Pierre Durruty Avocat en la Cour d'une Terre en friche pour 200. livres, afin de subvenir à la cottité de ladite Communauté aux 22000. livres d'us à Monsieur le Comte de Gramont, pour ladite exemption des droits de Coutume, voidimé par autre Molerès.

4. Un grand nombre de Billeres des Bureaux de la Coutume de Bayonne & de Saint Jean de Luz, des droits qu'on y faisoit payer jusques au moindres choses de ce que les Habitans du Pais avoient besoin pour leur usage, & leur nourriture avec quelques Actes des Communautés, qui en contiennent leurs plaintes.

8. Janvier 1686. Requête des Habitans du Pais de Labourt, contenant qu'au préjudice de leurs Privileges, on les avoit assujettis ausdits droits, soit au Bureau de la Coutume qu'en ceux de la Foraine qu'ils en demandoient l'exemption avec le droit d'entrée & sortie du Royaume, comme devant faire une partie de leur subsistance présentée à Monseigneur l'Intendant, & son Ordonnance portant le soit communiqué au Fermier, & à Monsieur le Duc de Gramont, signé de Faucon, sur laquelle Requête ayant été fait une procédure devant Monseigneur l'Intendant, il donna son Ordonnance du premier Juin 1686. portant renvoy au Conseil, où les Parties ont aussi beaucoup plaidé, & le sac sera cy-après produit.

10. Fevrier 1688. 5. Arrêt du Conseil sur ladite instance, portant que les droits de Coutume qui se levent dans la Ville de Bayonne & autres Bureaux en dépendants seront perçûz; sçavoir, moitié par les Fermiers des cinq grosses Fermes ses Procureurs ou Commis, & l'autre moitié par les préposés du sieur Duc de Gramont sur toutes les Denrées & Marchandises, à le reserve des Vins, Bleds, Bray, Raisine, Fruits & autres choses combustibles pour la nourriture & l'usage des Habitans dudit Pais de Labourt, ensemble des Etoffes, Habits & Marchandises nécessaires pour leurs personnes, comme aussi du Poisson frais, sec & salé qu'ils transporteront en Espagne, & du Vin & Huille qu'ils y prendront en échange, & qu'ils rapporteront pour être consommés audit Pais, dont sa Majesté par forme de provision a exempté les Habitans dudit Pais de Labourt jusques à ce qu'autrement par Elle en ait été ordonné, en faisant néanmoins par lesdits Habitans leurs soumissions, ou baillant Caution qu'ils ne transporteront point ailleurs lesdites Denrées & Marchandises, & ne vendront point le Poisson en Espagne, mais seulement le donneront en échange des Denrées, qu'ils en rapporteront pour être consommé audit Pais, à peine d'être déchus de lad. exemption, & contraints au paiement desdits droits: & à l'égard des droits de Foraine, Ordonne sa Majesté que les Habitans dudit Pais de Labourt, jouiront comme dessus de l'exemption desdits droits pour les Bestiaux qu'ils feront passer par le Bureau de lad. Foraine pour être consommés chez eux, à la charge de donner Caution ou des gages, de rapporter audit Fermier des cinq grosses Fermes, ses Procureurs ou Commis, un certificat des Commis des lieux où lesdits Bureaux sont établis, ou des Curés & Jurats desdits lieux dans trois mois, après que ledit Bétail aura passé qu'il a été consommé dans ledit Pais, sinon & à faute de ce, ledit temps passé, ils seront contraints au paiement desdits droits, & sur les autres demandes des Habitans dudit Pais de Labourt; Sa Majesté a mis les Parties hors de Cour & de Procès, dépens compensés, ledit Arrêt en parchemin, collationné & signé Rouillet, avec les significations au pré, & une commission du même jour par le Roy en son Conseil, signé Rouillet & scellé.



(26)

13. Fevrier 1688. 6. Requête présentée en la Chambre des Comptes à Paris, avec un extrait du compte de la recepte generale de Bordeaux, de ce qui avoit été reçu ez années 1583. & 1585. pour l'extinction de la Foraine où le Pais de Labourt est compris, signé l'expedition au commencement Dufort, & à la fin Demoulius.

13. & 22. Fevrier 1688. Deux memoires des frais qui ont été faits pour les expeditions de la Chambre des Comptes, & aux deux Procès pendans au Conseil, l'un pour la Coutume & la Foraine, & l'autre au sujet du Domaine, lesdits deux memoires signé Barbot de Lardene & de Chauderon.

8. Significations faites au sujet dudit Procès pour l'exemption du droit de Coutume avec un memoire des Habitans du Pais, contenant leurs moyens & defences.

9. Quatre cayers contenant l'extrait du Procès verbal de Monseigneur l'Intendant au sujet de ladite Foraine, & de la Coutume, contenant les raisons des Parties & son avis.

1689. 10. Un memoire présenté à Monseigneur l'Intendant par le Syndic du Pais des entreprises des Receveurs de la Coutume de Bayonne & de Saint Jean de Luz, des droits qu'ils se faisoient payer en contrevention à l'Arrêt du Conseil, réponses desdits Receveurs, & repliques dudit Syndic signés de luy, Moleres Syndic.

14. Avril & 10. May 1696.

11. Requête présentée par le Syndic à Monseigneur l'Intendant, de ce que le sieur Despujols Receveur de la Coutume de Saint Jean de Luz, se faisoit payer un droit pour les Billetes qu'il y expedioit, afin qu'il luy fut fait defences de le faire plus payer avec deux Ordonnances, la dernière portant defences de se pourvoir ailleurs, & décharge d'Esteben de Burun de l'assignation qui luy avoit été donnée devant les Maîtres des Ports, lesdites Ordonnances signées Bazin de Bezons, & plus bas, Dejan avec la signification du 15. dudit mois de May 1696. signé de Pouyanne Sergent Royal, & copie de l'exploit donné audit Burun le 3. dudit mois de May.

12. Sac & production de Maître Jean Duhulquo Syndic General du Pais de Labourt demandeur, contre Maître Jean de Fauconet Fermier General du Domaine du Roy, sur laquelle est intervenu l'Arrêt du Conseil du 10. Fevrier 1688. cy-dessus produit.

6. Octobre 1692. 13. Notification d'Acte des revenus de la Coutume de Saint Jean de Luz, pour avoir le paiement des droits des Equipages, avec une Lettre sur la communication des pieces donnée à ceux de Bayonne, signé Gaillardie, & un memoire comment le Seigneur de Gramont avoit eu la moitié de la Coutume de Bayonne.

N°. Il y a une Ordonnance de Monseigneur de Bezons Intendant, qui doit être au pouvoir de Monsieur d'Artaguiette cy-devant Syndic, portant décharge desdits Equipages de payer aucuns droits aux Coutumes.

Il a été produit icy copie des premieres écritures fournies par le Syndic, contre lesdits Receveurs avec leurs réponses, & une convention qui fut faite entr'eux, que lesdits Equipages seroient exempts des droits.

4. Juin 1698. 14. Avec l'Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, que les Parties se pourvoiroient au Conseil, & que par provision suivant la convention arrêtée, il ne sera payé aucun droit de la part des Equipages, lors que leurs portions seront consommées dans le Pais, ou envoyées en échange, attendu que par l'Arrêt du Conseil, les Habitans du Pais ont été confirmés dans leur exemption, de même que ceux de Saint Jean de Luz & de Siboure, les Originaux avoient été baillés audit sieur d'Artaguiette qui les remettra.

**TITRES DES CHARGES ET IMPOSITIONS MISES SUR LE**  
General du Pais de Labourt, & celles qu'il a voulu assumer.

G.

En 1689. & 1690.

1. Deux Requêtes présentées à Monseigneur de Pontchartrain Contrôleur General, & une autre à Monseigneur de Bezons Intendant, par le Syndic du Pais de Labourt,



(27)

afin que les Communautés fussent exemptes du droit d'Amortissement & des nouveaux Acquets, parce que les Habitans s'étoient conquis eux-mêmes par la force des Armes sur les Sarrazins, qu'ils ont de tout temps la possession de leurs Biens communaux, & n'ont rien acquis depuis l'an 1600. avec d'autres raisons exprimées dans ces Requêtes, qui sont toutes signées de Moleres, les deux premières apostillées par le Traitant ou poursuivant ledit droit, & trois memoires contenant réponses à celles dudit Traitant avec un quatrième memoire, contenant les Biens que lesdites Communautés peuvent avoir acquis depuis ladite année 1600. & aussi un modele d'imprimé de la maniere que les Déclarations s'en devoient faire.

19. Juin 1691. 2. Arrêt du Conseil par lequel sa Majesté en agréant l'offre faite par les Habitans de Labourt, Ordonne qu'au moyen du paiement qu'il fera par eux fait de la somme de 25000. livres & des 2. sols pour livre, les Communautés Laïques dudit Pais de Labourt, demeureront déchargées de l'exécution de la Déclaration du 25. Juin 1689. & des Arrêts intervenus en conséquence; ce faisant, de payer aucuns droits d'Amortissement pour tous les Biens immeubles par elles acquis, ensemble du droit de nouvel Acquet, au moyen dequoy sa Majesté a confirmé lesdits Habitans de Labourt dans la propriété & jouissance desdits Biens, ledit Arrêt en parchemin, collationné & signé, Ranchin.

29. May & 4. Juin 1692. retenu par Dubarbier Notaire Royal.

3. Deux Actes faits entre le Syndic dudit Pais, & Maître Louis Roger intéressé au droit d'Amortissement & nouveaux Acquets, sous l'offre fait par ledit Syndic de luy payer le restant de ladite somme, & la réponse dudit Intéressé de la recevoir; & cependant que la consignation en devoit être faite ez mains de Maître Michel Porchery Secrétaire du Roy dans l'Hôtel de la Monnoye de Bayonne, avec la signification dudit premier Acte fait à Maître Jean de Fumé du 31. du même mois de May.

12. Juillet 1692. & 20. May 1697.

4. Deux quittances desdits droits d'Amortissement & de nouvel Acquet, la premiere desdites 25000 livres écrite en parchemin, signé Brunet, avec l'Enregistrement du 23. du même mois de Juillet, signé Subeyran, écrit en parchemin, & l'autre de 2500. l. pour les 2. s. pour livre desdites 25000. liv. signé Lacampagne, écrit en papier.

30. Mars & 21. Avril 1694.

5. Deux quittances pour la suppression des Offices de Courtiers commissionnaires des Vins, Cidres, Eau de Vie & Liqueurs, l'une de la somme de mille livres pour jouir à toujours par lesdites Communautés & le Public de ladite suppression, ladite quittance signée Millieu, avec l'Enregistrement du 17. dudit Avril, signé Phelipeaux, écrite en parchemin, & l'autre de la somme de cent livres pour les deux sols pour livre de ladite somme de 1000. livres, signé Remy, écrite en papier & imprimée.

4. Janvier 1695. 6. Arrêt du Conseil par lequel le Roy en agréant les offres faites par le Syndic du Pais de Labourt, dispense les Notaires dudit Pais & ceux des Parroisses de Guiche, Urt & Bardos, de faire controller les Actes & Contrats qu'ils passeront entre les Habitans dudit Pais & desdites Parroisses: Ordonne sa Majesté que la somme de 1200. livres offerte sera payée par chacun an à Maître Augustin Bonel, Fermier General des droits dudit Contrôle, pendant le cours de son Bail sur les quittances de ses Procureurs & Commis, conformément à la soumission dedit Syndic qui en fera contract, comme pour les affaires de sa Majesté, ledit Arrêt collationné & signé Guion, avec l'Enregistrement fait au Siège du Bailliage de Labourt mis au bas dudit Arrêt, qui est en parchemin, ensemble une Requête présentée par ledit Syndic à Monseigneur l'Intendant, réponse du sieur Arnaud, & Ordonnance rendue pour l'exécution dudit Arrêt du 28. Mars 1695. signée Bazin de Bezons, & 4. imprimés, tant dudit Arrêt que de ladite Requête & Ordonnance.

29. May & 1. Juin 1693. Retenu par Baillie & Sansfray Notaires au Châtelet  
& Renand Notaire Royal de Bordeaux.

7. Deux Procurations passées l'une par Augustin Bonet Fermier General des droits ordonnés par l'Edit du mois de Mars 1693. Tarif & Arrêt du Conseil du 17. & 31. dudit mois être payés pour les Actes des Contrats qui seront reçus & passés par les Notaires en faveur de Maître Pierre Nibel, sieur de la Chaussée, & l'autre par celui cy en faveur de Messire Jean Arnaud Conseiller du Roy intéressé dans les Fermes de sa Majesté avec six reçus ou quittances donnés par ledit sieur Arnaud, au sieur d'Artaguiette d'Iron Syndic General du Pais de Labourt, la premiere du 31. Octobre 1695. de la somme de 1200. livres. 2<sup>e</sup>. Du 13. Aoust 1696. de 600. livres. 3<sup>e</sup>. Du 17. Septembre 1696. de 300. livres. 4<sup>e</sup>. Du dernier Octobre 1696. de 600. livres. 5<sup>e</sup>. Du 13. Novembre 1697. de 300. livres. 6<sup>e</sup>. Du 31. Octobre 1698. de 300. livres, toutes signées dudit sieur Arnaud, & les sommes reçues pour ledit Controlle, ladite Procuration, signée aussi dudit Arnaud.

20. Aoust 1697. 8. Arrêt du Conseil, par lequel les Habitans du Pais de Labourt, ont été déchargés du droit des Rivières navigables, & qui ont détourné ou retenu des Eaux des Sources & Ruisséaux non navigables, ou qui les ont conduits au travers des Ruës, Voyes ou Places publiques pour tel usage que ce puisse être, moyennant la somme de 1400. livres & les 2. sols pour livre avec l'attache de Monseigneur l'Intendant, & la signification du tout du 2. Octobre 1697. signé de Pouyaune Sergent Royal.

25. May 1695. retenu par Renand & Monfle.

9. Procuration passée par Maître Etienne Rey, Soutraintant du recouvrement des sommes qui doivent provenir des taxes ordonnées au sujet desdites Eaux & Rivières, Ruisséaux, Sources & Fontaines, en faveur du sieur Arnaud intéressé ez Fermes & affaires de sa Majesté, avec un reçu ou quittance donnée par le sieur Arnaud audit sieur d'Artaguiette Syndic de 1400. livres, & les 2. sols pour livre en tout 1540. livres, ladite quittance avec ladite Procuration, signées Arnaud.

12. May 1693. 10. Arrêt du Conseil portant réunion des Offices de Conseiller du Roy, Maires aux Corps des Communautés de Saint-Pé, Hasparren, Urrugne, Sarracain, Biarritz, Anglet, Ainhoë, Espelette, Itxarrou, Cambo, Briscous, Mendionde, Hendaye, Ahetze, Bidart, Arbonne, Arcangues, Souraide, Larressore, Saint-Jean le Vieux, Ville Franque, Macaye & autres, pour les fonctions desdits Offices, être exercés par les Jurats qui seront élus en la maniere ordinaire & accoutumée, & jouiront des Privilèges & Exemptions portés par l'Edit du mois d'Aoust 1691. pendant le temps de leur Jurade seulement, le tout en payant par lesdites Communautés les sommes auxquelles elles seront modement taxées par les Rolles qui seront arrêtés au Conseil, & ce dans les délais y contenus, & iceux passés, ils y seront contraints: ledit Arrêt collationné signé Dujardin, écrit en parchemin avec l'Edit du Roy en imprimé, portant ladite création des Maire & Assesseurs des Villes & Communautés.

Na. Lesdites sommes ont été payées par chacune desdites Communautés qui en ont les quittances, & il y a avec ledit Arrêt une Ordonnance de Monseigneur d'Bezons Intendant en la Province du 7. Septembre 1697. Enregistrée audit Bailliage le 11. Decembre 1702. qui défend aux Abbé & Jurats des Communautés d'avoir d'autres honneurs que ceux qu'ils avoient avant la création desdites Mayries.

Dernier May 1695. 11. Autre Arrêt du Conseil, par lequel le Roy en agréant les offres faites par le Syndic du Pais de Labourt, dispense les Habitans dudit Pais & des Parroisses de Guiche, Urt & Bardos de l'exécution de l'Edit du mois de Mars 1693. & les a confirmés dans l'usage & possession de faire des Mayades du Vin qui s'y debite, tout ainsi & de la même maniere qu'ils avoient accoutumé avant ledit Edit, en par ledit Syndic payant suivant les offres la somme de deux mille cinq cens livres & les



(29)

& les deux sols pour livre; ledit Arrêt collationné & signé Desjardin, écrit en parchemin avec une Requête présentée par le dit Syndic à Monseigneur l'Intendant, & son Ordonnance, portant que ladite Requête seroit communiquée aux possesseurs des Biens Nobles du Pais de Labourt, pour y fournir de réponse : cependant par provision, sans préjudice du droit des Parties conformément à l'Ordonnance du 29. Avril dernier rendue entre la Communauté d'Ustaitz & les possesseurs desdits Biens Nobles, il leur est permis de faire vendre dans une de leurs Maisons Nobles, les Vins qu'ils cueilliront dans leurs Biens Nobles de chacune des Parroisses, sans payer aucun droit aux Communautés, & qu'à l'égard du Vin qu'ils cueilliront dans les Biens Roturiers, ils payeront les droits de même que les autres Habitans, & s'ils en vendent aux Cabaretiers de leurs Parroisses pour y être consommé, & en feroient porter de dehors les Parroisses, il sera payé au Fermier de la Communauté les droits ordinaires, ladite Ordonnance du 2. May 1697. signée Bazin de Bezons, avec plusieurs significations desdits Arrêt & Ordonnance, un imprimé dudit Edit de Mars 1693. & aussi dudit Arrêt.

Par la Déclaration du Roy du 18. Janvier 1695. qui est produite cy-après avec un rolle des Habitans du Pais, la Capitation ayant été ordonnée,

15. Decembre 1696. 14. Juin & 26. Septembre. 15. Novembre & 30. Decembre 1698. & 7. Mars 1699.

12. Huit quittances de la Capitation payée par les Habitans du Pais de Labourt, deux premières pour l'année 1695. l'une de 9455. livres 14. sols 8. deniers des Communautés dudit Pais, & l'autre de 909. livres 11. sols 8. deniers des Gentils-Hommes dudit Pais, signées de Lussé; deux autres quittances de 1696. l'une de 10607. liv. 14. sols 9. deniers des Communautés dudit Pais, & l'autre de 656. livres 15. s. 8. d. des Gentils-hommes dudit Pais, signées Croissat; deux autres quittances de 1697. l'une de 8658. livres 18. sols 4. deniers dudit Pais de Labourt, & l'autre de 956. liv. 15. sols 8. deniers des Gentils Hommes signées de Lussé, & les deux dernières quittances de l'année 1698. l'une de 2150. livres 16. sols 8. deniers des Habitans dudit Pais, & l'autre de 177. livres 14. 9. s. den. des Gentils Hommes dudit Pais, signées Dubosq & Arquier écrites en parchemin.

25. & 26. Avril 1697. & 4. Juin 1698.

13. Cinq divers états des décharges, moderations, doubles emplois d'insolvabilité, absences & mortalité qui ont causé les retranchemens de la Capitation, lesdits états signés de Monseigneur de Bezons, & l'un signé aussi de Monsieur Garro, avec une Lettre de Monseigneur de Bezons du 10. Fevrier 1700. sur laquelle luy ont été envoyés les comptes rendus par le sieur d'Artaguiette pour la Capitation des Parroisses des années 1695. 1696. & 1697. & il y a aussi deux comptes rendus par le sieur d'Artaguiette du quart de la Capitation de l'année 1698. tant de Messieurs les Gentils-Hommes du Pais que des Communautés des 20. Janvier & 17. Mars 1699. signées de Monseigneur Bazin de Bezons, & de Monsieur de Garro.

17. Septembre 1697. 14. Edit du Roy portant création d'Offices de Controllleur des Bans de Mariage dans toutes les Villes, Bourgs & Parroisses du Royaume, avec le Tarif de ce qu'il en faut payer pour chacun.

19. Novembre 1697. 15. Edit du Roy portant suppression des Offices des Voyers & union de leurs fonctions aux Experts, Priseurs & Arpenteurs jurés & Greffier de l'Ecritoire créés par les Edits du mois de May, Juillet & Decembre 1690. & Mars 1696. avec des écritures, & Actes qui ont été faits contre le sieur Beaulieu & Tausier, qui avoient obtenu des provisions d'Experts, Priseurs & Arpenteurs jurés & Greffier de l'Ecritoire pour Bayonne, comprenant le Pais de Labourt : mais le Pais s'en étant plaint devant Monseigneur l'Intendant, il jugea que le Pais de Labourt n'étoit pas



compris dans les provisions suivant l'esprit du Conseil, ce qui obligea le Païs de s'abonner desdits Experts, Priseurs & Arpenteurs & Greffier de l'Ecritoire, moyennant la somme de 800. livres qui se remettent audit sieur d'Artaguiette comme ancien Syndic, & il avoit obtenu en consequence une Ordonnance de Monseigneur de Bezons, faisant défenses ausdits Beaulieu & Tausiet, de troubler les Habitans du Païs, dans les expertations, faut avoir cette Ordonnance.

11. Janvier 1695. 16. Declaration du Roy, portant l'établissement de la Capitation sur tous les sujets du Royaume, sans qu'aucuns de quelle qualité & condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques, Seculiers ou Reguliers, Noble, Militaire ou autre en soient exemptés, hors les sujets traitables cottisés à la Taille ou autres Impositions ordinaires au dessous de 40. sols les Ordres mendiants & les pauvres mendiants dont les Curés des Parroisses donneront des rolles signés, & Certificats d'eux, avec le Tarif de ce que chaque personne doit payer en commençant par Monseigneur le Dauphin, ensemble le rolle de tous les Habitans & Communautés du Païs de Labourt.

1696. & 1698. 17. Un Edit du Roy avec deux Arrêts du Conseil, sur le Controlle des Contrats étant imprimés.

8. Juillet 1697. 18. Notification d'Acte des sieurs Bales & Jurats de Saint Jean de Luz & Siboure, pour ne contribuer que de leurs parts ordinaires au paiement de la somme de 13000. livres, à quoy les Communautés du Païs ont été taxées pour les charges de Trésorierat.

19. Decembre 1697. 19. Requête du Syndic dudit Païs pour être exempté du droit de Jauge de Bayonne, attendu le paiement de l'Imposition qui a été faite avec l'Ordonnance de soit signifiée, signée de Monseigneur de Bezons, & une signification précédente de ceux de Bayonne, & deux Lettres signées de Larzague & de Lafourcade à ce sujet.

Na. Les autres pieces du Païs à cet égard, ont été produites chez Monseigneur de Bezons Intendant.

20. Pieces concernant la dépense fournie par le Païs pour la faction des Batteries & Plateformes, décharges des Canons & de Mortiers, qui ont été mis à Saint Jean de Luz, à Siboure & au Soccoa y compris leurs charois, des Bombes & des Boulets de Canon, ensemble des affuts qu'il a fallu avoir pour cela, & aussi un reçu de 64. l. signé Monsieur de Larroche payé par le Syndic aux Bouviers qui avoient rapporté à Bayonne quelques materiaux de la Maison faite pour le passage de la Reine d'Espagne du 4. Decembre 1680.

21. Deux minutes des soumissions faites par le Syndic du Païs pour la suppression du Controlle, & petit Sceau, des Actes de Notaires, & du Sceau, des Actes de Justice, & aussi une autre soumission faite par Martin de Sorhais premier Huissier pour acquiescer l'Office de Substitut d'Avocat & Procureur du Roy au present Bailliage, avec une Lettre signée Flury, écrite au Syndic du Païs le 27. Mars 1698. sur ce qu'il avoit voulu acquiescer ou faire supprimer le même Office pour le Païs de Labourt, ensemble une Lettre du sieur Morel du 2. May 1695. pour ladite suppression du Controlle.

1689. 22. Requête & autres pieces du Syndic du Païs pour l'excessivité des droits du Controlle des Exploits, avec une Lettre de Monseigneur l'Intendant du 10. Aoust 1675. signée de Seve, écrite au Syndic contre l'insistance qu'on vouloit faire dans le Païs que ledit Controlle y fut établey.

23. Un état des Fourrages & Avoines dont le Païs avoit été chargé de faire Magasin en 1684. par ordre du Roy avec l'arrêté du 9. Septembre 1684. signé Arcangues Procureur du Roy, & des Auditeurs y ayant un autre état de la distribution de partie desdits Fourrages du 8. du même mois de Septembre, signé de Foulquie, avec deux Lettres de Monseigneur l'Intendant signées de Faucon de Ris, écrites à ce sujet, des 10. Avril 1683. & 9. May ensuivant.

Novembre 1696. 24. Edit du Roy portant création d'une Maîtrise generale & souveraine avec un Armorial general ou dépôt public des Armes & Blazons du Royaume, ensemble un Arrêt du Conseil & autres ordres donnés à ce sujet, & aussi des memoires qui en ont été faits.

(31)

**TITRES CONTRE LES IMPOSITIONS DE D'AX,**  
*de Bayonne & d'ailleurs.*

H.

26. Septembre 1589. &amp; 5. Mars 1590.

1. Deux Arrêts contradictoires rendus au Parlement du Bordeaux, à la poursuite du Syndic du Bailliage de Labourt sur l'Apel par luy fait des Impositions mises sur les Habitans dudit Bailliage pour le payement des gages des Juges Présidiaux d'Ax, & pour l'octroy fait au Seigneur Maréchal de Mattignon, en la convocation des Etats tenus à Moissac, & aussi de l'imposition faite par le Roy de quinze Ecus sur chacun Clocher, de même par Denis de la Hilliere, Escuyer, Gouverneur de la Ville & Château de Bayonne, & emprisonnements d'aucuns Abbé & particuliers Habitans dudit Bailliage, par lesquels Arrêts Maître Jean de Cassie Receveur du Domaine du Roy en la Senechaussée des Lannes est condamné de rendre audit Syndic toutes & chacunes les sommes des deniers par luy reçus des Habitans du Bailliage de Labourt, pour raison desdites Impositions dont ils ont été déclarés exempts. puis la signification de l'Arrêt du 13. Avril dernier avec, inhibitions de contraindre par cy-après lesdits Habitans au payement desdites Impositions à peine de mille Ecus, & autre plus grande peine si le cas y échoit; & en ce qui concerne l'Apellation interjetée par ledit Syndic de Maître Baltazar de Lalanne Lieutenant General du Siège Présidial d'Ax, qu'il a été nullement & mal procédé, en cottisant les Habitans de Labourt, & ordonné qu'ils seront bises & rayés desdits Rolles, fait inhibitions & défenses audit de Lalanne & à tous autres au préjudice des Lettres & Arrêts de la Cour de ne cottiser lesdits Manans & Habitans d'ors en avant à peine de mille Ecus, & iceux Habitans comprendre ez rolles & cottisations qui seront cy-après par eux faites, & ordonné que toutes & chacunes les sommes que lesdits Habitans auront payé par le moyen desdites cottisations leur seront rendues & restituées, & avant faire droit de l'Apellation interjetée dudit de Lahilliere concernant les reparations des Fossés & Murailles de la Ville de Bayonne, que les Maire & Eschevins d'icelle Ville, seront appelés pour défendre aux conclusions dudit Syndic: & cependant fait inhibitions & défenses à mêmes peines que dessus, de ne sous prétexte desdites reparations, lever & exiger aucunes sommes des deniers sur lesdits Habitans de Labourt, lesdits Arrêts collationnés & signés Dalesme, écrit en parchemin, faisant mention de divers autres Arrêts rendus en conformité, & des Privileges accordés & collationnés ausdits Habitans de Labourt.

14. Decembre 1671. 2. Arrest du Conseil d'Etat contenant la taxe & dénombrement des Charges locales de la Ville de Bayonne, & la création de l'Imposition sur les denrées de la Ville, & avant de permettre lesdites Impositions sur le Pais de Labourt; Ordonne sa Majesté que le Syndic d'iceluy sera appelé devant le sieur d'Aguesseau Commissaire départy en la Generalité de Bordeaux pour ledit Syndic ouï, & le Procès verbal dudit sieur Commissaire rapporté, être ordonné ce que de raison, avec une commission sur ledit Arrêt, le tout en papier & non signé, & imprimé d'un autre Arrêt du Conseil du 8. Avril 1673. donné sur la Requête des Artisans de la Ville de Bayonne, contre l'administration de ladite Ville, portant renvoy devers Monseigneur de Seve Intendant de la Province.

8. & 15. Novembre 1685. 3. Copie d'une Requête présentée à Monseigneur de Ris Intendant en Guienne par le sieur Dolives Lieutenant au Siège de Bayonne & Syndic des creanciers de la Ville, qu'il avoit été ordonné par Arrêt du Conseil du dernier Juin de cette année, l'établissement du droit de 30. sols sur chaque Barrique de Vin de la Jurisdiction de la Ville, & 3. livres sur l'étranger pour servir de payement ausdits creanciers, & que pareille Imposition seroit faite sur le Vin, qui se consomméroit dans le Pais de Labourt, suivant qu'il sera réglé, après avoir entendu le Syndic, demande qu'il y soit appelé pour voir rendre ladite Imposition commune avec ledit Pais & les creanciers, ladite Requête réponduë soit communiquée & signifiée au Syndic du Pais, & signé Diron Sergent Royal, cela obligea les Habitans du Pais



de présenter audit Seigneur Intendant une autre Requête en défenses, faisant voir qu'ils ne pouvoient être tenus aux dettes de ladite Ville, soit qu'elles n'avoient pas été faites pour leur intérêt ni utilité, qu'eux-mêmes en avoient bien de plus considerables faites pour le service du Roy dans les diverses occasions qui y sont marquées, qu'ils étoient toujours occupés à garder la Frontiere, & d'entretenir les mille hommes à cet effet, qu'ils avoient leurs Privileges qui les exemptoient de toutes Impositions ordinaires & extraordinaires mises & à mettre, & d'autres raisons y contenues, laquelle fut répondu par Ordonnance du 3. Decembre 1689. signée de Faucon.

Imprimé d'Affiche des Impositions de ladite Ville y compris l'Imposition du Pais de Labourt.

14. Decembre 1685. Acte du Syndic de Labourt qu'il s'opposoit à l'exposition de la Ferme à l'égard du Pais de Labourt.

26. Decembre 1685. & 5. Janvier 1686.

Requête du Fermier de ladite Imposition de Bayonne y compris celle du Pais de Labourt, avec l'Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, que sans préjudice de l'opposition formée par le Syndic du Pais de Labourt, les Habitans des Parroisses dudit Pais de Labourt seront tenus par provision payer par forme de consignation sur le Vin jusqu'à ce qu'autrement par luy en ait été ordonné, imprimé & signifié par Larre Huissier.

27. Decembre 1685. Autre Requête desdits Habitans aux fins de leur décharge & l'Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, portant que les Echevins & Jurats, ensemble les créanciers de Bayonne seront tenus de fournir de réponse dans huitaine, à peine de demeurer solidairement responsable en leurs noms de la diminution qu'il conviendra faire au Fermier de l'Imposition, signée de Faucon, & plus bas Chataignié, & signifié.

Deux Requêtes présentées l'une par les Echevins & Jurats de Bayonne, & l'autre par ledit Syndic des créanciers de cette Ville signées de Tendron Procureur Syndic, & Dolives Syndic des créanciers, contenant leurs réponses pour maintenir ladite Imposition sur les Habitans du Pais de Labourt.

Et deux autres Requêtes desdits Habitans du Pais de Labourt, signées de Habans pour les Supplians, contenant la refutation des raisons de ceux de Bayonne le tout attaché ensemble.

14. Janvier 1686. 4. Ordonnance de Monseigneur l'Intendant sur lesdites Requêtes, défenses & raisons respectives, portant que sans avoir égard à celle des Echevins, Jurats & Syndics des créanciers de ladite Ville de Bayonne, il est déclaré sous le bon plaisir du Roy, ni avoir lieu d'établir lesdites Impositions de 3. livres par Barrique de Vin du cru du lieu, & 10. livres par chacun Cuir de Vin d'Espagne, sur les Vins qui se couffommeront dans ledit Pais de Labourt : Ordonne que les sommes qui se trouveront avoir été payées ou consignées pour raison de ce par les Habitans du Pais de Labourt, en execution de l'Arrêt du Conseil du dernier Juin 1685. & de l'Ordonnance du 27. Decembre dernier, leur seront rendues & restituées, à ce faire le Fermier contraint, sauf à luy de se pourvoir pour luy être fait droit sur la diminution & dédommagement convenable sur le prix de son Bail, condamne lesdits Echevins & Jurats de Bayonne aux dépens envers lesdits Habitans du Pais de Labourt, liquidés à la somme de 120. livres, & que l'Ordonnance sera executée nonobstant oppositions & appellations quelconques, sans préjudice d'icelles, signées de Faucon, & plus bas Chataignié, signifiée y ayant aussi une copie Collationnée signée d'Artaguiette Syndic, & Dordoy Greffier.

5. Deux autres Requêtes présentées par le Syndic du Pais à Monseigneur l'Intendant, qu'au préjudice de ladite Ordonnance, ceux de Bayonne faisoient payer aux Habitans du Pais 20. sols par chaque Barrique de Vin qu'ils font entrer dans le Pais, & qu'on les contraint aussi à certains droits de pontage. & ils demandent qu'il soit fait défenses à ceux de Bayonne de leur en faire rien payer, & qu'ils soient condamnés de restituer



(33)

restituer ce qu'ils ont déjà reçu ; avec une autre Requête dudit Syndic, à ce qu'il soit fait défenses aux Fourbisseurs de Bayonne d'y troubler les Habitans du País dans la vente de leurs Poignards.

**TITRES JUSTIFICATIFS, QUE LA CHARGE DE SYNDIC General du País de Labourt ayant été levée au Conseil en consequence d'un Edit General du Roy, ledit País en a remboursé le prix, & a été confirmé dans le droit de nommer son Syndic.**

I.

Juillet 1690. Edit ou Déclaration du Roy, portant création en titre d'Office formé & hereditaire en chacune Ville & Communauté du Royaume, où il y a Hôtel ou Maison commune, un Conseiller Procureur du Roy, & de ladite Ville & Communauté.

5. Avril 1696. Quittance de Finance de la somme de 3006. livres payée par Maître Jean de Hiriart pour la finance de l'Office de Conseiller Procureur de la Majesté de la Ville & Communauté du Bailliage de Labourt, créé par ledit Edit avec la quittance de Marc d'Or, & celle de deux sols pour livre.

26. Avril 1696. Provisions obtenues par ledit Maître Jean de Hiriart dudit Office de Conseiller & Procureur du Roy de la Ville & Communauté du Bailliage de Labourt, Generalité de Bordeaux.

30. Octobre 1696. Reception dudit sieur Hiriart audit Office devant les Jurats de la Ville de Bordeaux.

15. Juin 1697. Arrêt du Conseil rendu sur la Requête des Habitans du País de Labourt, réponse dudit de Hiriart & avis de Monseigneur de Bezons Commissaire départi en la Generalité de Bordeaux, par lequel Arrêt le Roy ordonne que lesdits Habitans suivant leurs offres rembourseront audit de Hiriart la somme de 4500. livres; sçavoir, 3380. livres tant pour la Finance dudit Office, dont il a été pourvu, & pour les deux sols pour livre, que pour le droit de Marc d'Or, Sceau & Expedition dudit Office, & le surplus pour les frais de reception & autres par luy faits, voyages & intérêts jusques au premier d'Aoust prochain, laquelle somme de 4500. livres lesdits Habitans seront tenus de luy payer en la Ville de Bayonne dans ledit jour premier d'Aoust, quoy faisant ledit de Hiriart sera tenu de remettre ausdits Habitans les quittances des Finances & de Marc d'Or ; & Lettres de provision dudit Office, avec la signification du 17. Aoust 1697. faite dudit Arrêt à la Requête dudit de Hiriart au sieur Morel faisant pour la Communauté du Bailliage de Labourt.

*I. Tout ce dessus est en un Cayer Imprimé.*

5. May 1696. 2. Acte de Délibération du Bilsar ou Assemblée generale dudit País, qui donne pouvoir au Syndic d'agir, tant devant le Seigneur Intendant de la Province, qu'ailleurs, pour faire maintenir ledit País dans le droit qu'il a de tout temps de nommer le Syndic General dudit País, & même de s'opposer que personne ne soit pourvu de ladite Charge de Syndic, signé Dibarrat Greffier, avec trois Actes des 31. Octobre, 2. & 3. Novembre 1696. fait par ledit Syndic en opposition à la reception dudit sieur de Hiriart dans ladite Charge de Syndic, lesdites oppositions faites à Messieurs les Jurats de Bordeaux, à ceux de d'Ax, & à ceux de Bayonne avec leurs significations.

15. 17. 22. 25. & 26. Novembre 1696.

3. Cinq divers Actes faits à la Requête dudit sieur Hiriart, à Maître Jean d'Artagnette Syndic, à ce qu'il eût à en cesser les fonctions, & remettre les Titres & documens du País audit sieur de Hiriart, pour qu'il pût faire lesdites fonctions, avec les réponses dudit sieur d'Artagnette qu'il s'opposoit aux fonctions dudit sieur de Hiriart, qui n'avoit levé ledit Office que par une surprise, sans que la création pût avoir lieu pour le País de Labourt.

(34)

22. Decembre 1696. & jours ensuyvans jusques & compris le 6. Janvier 1697.

Acte fait par ledit sieur Hiriart à la Communauté de Mendionde, à ce qu'elle eut à le reconnoître pour Syndic & non aucun autre, avec treize autres Actes des Communautés, portant qu'elles s'opposoient à ce que ledit sieur de Hiriart fit aucune fonction de Syndic, attendu sa surprise, & que la création de l'Edit, n'avoit nulle application pour le Pais de Labourt.

5. Deux minutes de Requête présentées par les Habitans du Pais de Labourt, à Monseigneur de Pontchartrain Ministre d'Etat & Controlleur General, afin qu'il luy plût maintenir lesdits Habitans dans le droit de nommer leur Syndic, & ordonner que les provisions dudit sieur de Hiriart seroient rapportées avec une minute de Lettre écrite audit Seigneur par le Syndic, & deux copies des provisions dudit sieur de Hiriart, apostillées des raisons du Pais, contre luy devant Monseigneur l'Intendant de la Province.

15. Juin 1697. 6. Ledit Arrêt du Conseil qui ordonne que les Habitans du Pais de Labourt rembourseront suivant leurs offres audit de Hiriart la somme de 4500. l. à quoy toutes ses avances furent réduites, quoy faisant ledit de Hiriart sera tenu de remettre auxdits Habitans les quittances de Finance, & de Marc d'Or, & Lettres de provision dudit Office, ledit Arrêt Collationné & signé Dujardin, avec la signification au pied, signé Legrand, le tout en parchemin.

6. Octobre & 20. Novembre 1697. retenu par Dubourg Notaire de Bayonne.

7. Contrat entre sieur Jean d'Artaguiette d'Iron Syndic General du Pais de Labourt, & Maître Guillaume d'Etcheverry Tresorier de l'Extraordinaire des Guerres & des Fortifications de Bayonne, faisant pour ledit sieur Jean de Hiriart, & en consequence de sa Procuration passée à Paris le 19. Octobre 1697. devant le Maître Etrobillart, ledit Contrat contenant la quittance du payement de ladite somme de 4500. livres payée par ledit Syndic pour les Habitans dudit Pais audit sieur de Hiriart en la personne dudit sieur d'Etcheverry, qui avoit remis & rendu audit sieur d'Artaguiette les provisions & autres Titres dudit sieur de Hiriart concernant ledit Office de Conseiller, & Procureur du Roy de la Ville & des Communautés du Bailliage de Labourt, y ayant quatre Actes d'entre lesdits sieurs d'Artaguiette & de Hiriart qui ont precedé lesdits payemens, & remise de provisions des 20. 24. & 26. Septembre & 6. Octobre 1697. signés d'eux, & signifiés.

#### ORIGINAUX DES TITRES.

5. 13. 26. & 31. Avril, & 31. Octobre 1696.

8. Quittance de 3006. livres payées par Maître Jean de Hiriart pour la Finance de l'Office de Conseiller & Procureur de sa Majesté de la Ville & Communauté du Bailliage de Labourt, imprimée signée Berlin, avec l'Enregistrement au dos signé Subéiran, le tout en parchemin.

Autre quittance audit sieur Hiriart de la somme de 10. livres pour le droit de Marc d'Or, signée de Peret, aussi en parchemin.

Provisions dudit Maître Jean de Hiriart de l'Office de Conseiller & Procureur du Roy de la Ville & Communauté du Bailliage de Labourt, Generalité de Bordeaux crée par l'Edit du mois de Juillet 1690. lesdites provisions signées sur le reply, par le Roy, Minet, & scellées du grand Sceau.

Autre quittance de 300. livres 12. s. payées par ledit Maître Jean de Hiriart, pour les deux sols pour livre, de celle de 3006. livres en imprimé, signée Rouillon.

Et jugement de reception dudit sieur de Hiriart en la Jurade de Bordeaux audit Office de Conseiller, & Procureur Syndic de la Ville & Communauté du Bailliage de Labourt, aussi en parchemin, signé Duvarry, loco du Seceretaire de la Ville absent, faut aussi voir l'art. 5. pag. 4. pour ce qui est arrivé touchant le Syndicat.



(35)

**LETRES AU SUJET DE LA MILICE ET DES MILLE**  
*Hommes du Pais de Labourt.*

K.

13. May 1674. 1. Ordonnance rendue sur la representation du Syndic du Pais de Labourt, par Monseigneur le Maréchal d'Albret, Gouverneur Lieutenant General pour sa Majesté en Guienne, portant que les mille Hommes seront reduits conformément à sa precedente Ordonnance, en compagnie de cent Hommes chacune & réglées par lignées, & qu'il y aura dans chaque Compagnie un Capitaine, deux Lieutenans & deux enseignes pour les commander dans l'occasion, & les conduire par tout où besoin sera; & qu'au surplus, le reste des Milices seront aussi réglées par Compagnie dans chaque Communauté par les Abbé & Jurats, & icelles pareillement commandées par un Capitaine, deux Lieutenans & deux Enseignes pour être employés à la défense de leur Pais: A ces fins, lesdits Officiers seront nommés & élus en la maniere accoutumée, dequoy il sera certifié par le Baillif & Syndic dudit Pais, ladite Ordonnance signée le Maréchal d'Albret, & plus bas, Coustard & cachetée.

2. Janvier & 7. Fevrier 1689. 2. Deux Lettres de Monseigneur l'Intendant, sur la disposition où doivent être les Milices & pour ce qui est des Officiers, il seroit bon que l'on choisit des gens très-propres, & d'agir de concert avec Monsieur de Planque & d'Urtubie, lesdites Lettres écrites au Syndic du Pais, signées Bazin de Bezons.

27. Avril 1689. 3. Requête présentée par les Habitans & Communautés du Pais de Labourt à Monseigneur le Maréchal de Lorge, Gouverneur en Guienne, afin qu'il luy plût nonobstant la prétention de Monsieur le Baillif, maintenir les Communautés dans le droit & usage de nommer & choisir en chaque lignée les Officiers qui doivent commander leurs Compagnies particulieres, ladite Requête signée Ducafarar Syndic, & de Moleres député avec une minute de la même Requête, & deux copies de ladite Ordonnance de Monseigneur le Maréchal d'Albret.

26. Juillet 1691. 4. Ordonnance de Monseigneur le Duc de Gramont, Pair de France, &c. Gouverneur particulier des Ville & Châteaux de Bayonne, & Pais circonvoisins, portant que le sieur de Moleres Syndic du Pais de Labourt, fera proceder incessamment à la nomination des Officiers des mille Hommes de Milice dudit Pais de Labourt, par les Abbé, Jurats & Habitans des Communautés dudit Pais, sous l'autorité du Commandant de la Province de Guienne, conformément à ce qui a été réglé par Monseigneur de Sourdis Commandant de ladite Province, suivant la Lettre qu'il a reçu de luy à ce sujet, & que lesdits Abbé, Jurats & Habitans choisiront des personnes capables, & préféreront celles qui ont servy dans les Troupes du Roy, ladite Ordonnance signée le Duc de Gramont, & plus bas, Lamarque.

14. Juin 1692. 5. Etat de ce que les Communautés qui composent le Pais de Labourt, fournissent des Soldats pour son Regiment de Milice, avec une Ordonnance au pied de Monseigneur le Duc de Gramont, qui ordonne au Syndic du Pais, de faire executer le contenu au projet, & de faire fournir par les Communautés y dénommées, le nombre d'Hommes pour former les Compagnies de Milice dudit Pais, suivant qu'il a réglé par l'état en l'autre part, & de rapporter dans quinzaine le rolle de la nomination des Officiers qui aura été faite, pour être par luy confirmé; Enjoignant aux Capitaines qui seront nommés de faire la revue de leurs Compagnies, & l'exercice aux Soldats, qui le composent tous les Dimanches, depuis le jour de leur nomination jusques à nouvel ordre, signé ledit état de Moleres, & ladite Ordonnance, Anthoine Charles Duc de Gramont, & plus bas, de Lamarque.

Ledit jour 14. Juin 1692. 6. Ordonnance de Monseigneur le Duc de Gramont, qui pour reparer aux precedens inconveniens, de l'avis de Monseigneur de Sourdis Commandant en Guienne, ordonne que toutes les Compagnies qui composent les mille Hommes que le Pais doit fournir, seront reduites au nombre de 50. à 60. Hommes chacune y compris les Officiers, à la diligence du Syndic dudit Pais, & des Baile, Abbé & Jurats, lesquelles seront formées des Parroisses les plus voisines, les unes des



(36)

autres, suivant l'état qu'il en a arrêté ce jour d'huy & qu'elles marcheront suivant l'ordre établi dans ledit état, qu'il y aura dans chacune desdites Compagnies deux Officiers; sçavoir, un Capitaine & un Lieutenant qui seront nommés par lesdites Communautés, conformément à la précédente Ordonnance, que ledit País fournira au sieur Vicomte d'Urtubie, Baillif & Colonel, le nombre de cinquante deux Hommes, qui luy seront indiqués des Communautés les plus voisines du lieu de sa résidence, Urrugne, Ascain & Siboure, dont il nommera les Officiers, ledit País donnera aussi une Compagnie de cinquante Hommes au sieur Baron de Garro Lieutenant Colonel des Communautés voisines, Hasparren & Briscous, lesquelles nommeront les Officiers de ladite Compagnie, que ledit País nommera incessamment un Ayde Major capable, & qui ait déjà seruy, qu'il approuve & confirme les nominations déjà faites des Capitaines, des Lieutenans & du Major, & que les Communautés procederont incessamment à la nomination des Officiers pour les autres Compagnies, & que lesdites nominations luy seront rapportées pour être pareillement confirmées, les Reueux & Exercices seront faites, & l'Ordonnance enregistrée à l'assemblée du País.

9. Aoust 1692. 7. Liste des Officiers du Regiment de Milice du País de Labourt, suivant les Actes du Bilsar y mentionnés, à la reserve de ceux de la Compagnie Colonelle, qui seroit de la nomination de Monsieur le Colonel, signé de Moleres Syndic de Labourt, avec vingt Actes ou Rolles contenant la nomination, tant des Officiers que des Soldats.

Ledit jour 9. Aoust. 8. Requête du Syndic du País de Labourt avec l'Ordonnance de Monseigneur le Duc de Gramont, portant que conformément à ce qu'il se pratique dans les Troupes réglées & dans les autres corps des Milices du Royaume, que dans la premiere Compagnie de Milice dudit País, qui est celle d'Urrugne, il y aura un troisième Drapeau, qui sera porté par le Lieutenant de ladite Compagnie, signée ladite Requête de Moleres Syndic de Labourt, l'Ordonnance le Duc de Gramont, & plus bas, Lamarque.

#### COPIE DES TITRES DE CEUX AUSQUELS

le Roy a donné Commandement dans le País de Labourt.

L.

17. Octobre 1511. Provisions de Louis d'Urtubie, Ecuyer Seigneur dudit lieu, de l'Office de Baillif de Labourt que souloit tenir feu Bernard d'Arricaut dernier possesseur.

7. Decembre 1516. Provisions de Jean de Saint Pé de l'Office de Baillif du País de Labourt, que souloit tenir feu Louis d'Urtubie.

19. Decembre 1645. Provisions de Henry de Gramont de la charge de Lieutenant General du Roy en la Ville de Bayonne, País & Bailliage de Labourt, &c. vacant par le decés de feu sieur Comte de Gramont.

15. Janvier 1654. Provisions du Duc de Gramont Maréchal de France, &c. de la Charge de Lieutenant General dans la Ville de Bayonne, País & Bailliage de Labourt, &c. & en survivance Antoine de Gramont, Comte de Louvigny son second fils.

4. Novembre 1692. Provisions de Leonard Marquis de Caupene d'Amou, de la Charge d'un Lieutenant du Roy pour représenter sa personne, & commander sous son autorité en l'absence du Gouverneur en chef, ou de son Lieutenant General en la Province, & ce de l'une des treize Charges de Lieutenant de Roy dans le Gouvernement de Guienne, pour l'étendue de l'Election des Lannes País de Labourt, & celui de Soule.

24. May 1694. & 4. Mars 1696.

Provisions du sieur Gibaudiere de la Charge de Lieutenant de Roy au Gouvernement de Bayonne & País circonvoisin, & une commission particuliere, pour pendant trois ans en l'absence du Duc de Gramont, & de sieur Marquis d'Amou, & en sa présence sous son autorité commander dans le País de Labourt, & aux Milices d'iceluy, ce

qu'elles

(37)

qu'elles auront à faire pour le bien & service du Roy, garde de la frontière, leur sécurité & conservation en l'obéissance du Roy.

3. Octobre 1695. Provisions du sieur Henry d'Urtubie de la Charge du Baillif du Pais de Labourt, Capitaine de mille Hommes destinés pour la garde & conservation de la Frontiere.

Le tout en copie non signés.

ORDRES DU ROY ET ORDONNANCES SUPERIEURES.

M.

19. Fevrier 1626. 1. Ordonnance de Monseigneur le Duc d'Espéron, sur les plaintes qui luy ont été faites, qu'au préjudice de son Ordonnance précédente qui avoit annullé l'élection de Syndic faite par l'autorité privée du sieur d'Amou Baillif du Pais de Labourt, de la personne de Charles d'Amou son fils, & sa députation à la Cour, il avoit été fait quelque levée de somme : ordonne que Bidegaray Syndic continuera sa fonction durant la presente année, avec défenses de le troubler, que les Deniers pris seront restitués, défenses de se cottiser ni lever sans Lettres de sa Majesté: défenses de convoquer aucun Bilsar sans l'assistance des Officiers du Roy: enjoint de leur porter le respect qui est deu en la fonction de leurs Charges, non signée.

15. Octobre 1635. 2. Requête des Abbé & Jurats d'Urrugne, qu'à grands frais ils font la garde aux endroits y mentionnés, & ont arrêté une Chaloupe de Grains, qui étoient en des Barriques passant en Espagne, dont ils demandent la confiscation avec l'Ordonnance au bas d'icelle, que ledit sieur d'Amou Baillif du Pais fera la visite, pour informer de ceux qui ont fait leur devoir, ou iceluy manqué, que les Supplians se pourvoiroient devers le Roy pour la Chaloupe de Bled, qui demeurera en dépôt au Soccoa. Collationné, signé par Doriot.

Puis 21. Janvier 1636. jusqu'au 13. Avril 1661.

3. Sept Requêtes & Ordonnances sur les plaintes de Habitans de Saint Jean de Luz & de Siboure, soit pour la permission de porter du poisson en Espagne, que pour la reparation du Port du Soccoa, contre l'insistance de ceux d'Urrugne, avec une autre Requête présentée par les Députés de Heraurits pour être déchargés d'un logement.

Le tout donné par Monseigneur le Duc d'Espéron Gouverneur & Lieutenant General pour le Roy en Guienne.

2. Avril 1644. 4. Requête des Abbé & Jurats du Pais de Labourt, & l'Ordonnance de Monseigneur le Duc de Gramont Gouverneur & Lieutenant General pour le Roy en Navarre & Bearn, Gouverneur de Bayonne, & Pais adjacens, portant qu'attendu le paiement fait par les Supplians de leurs cortes-parts des sommes qui doivent être payées au sieur Dubourg Gouverneur du Fort du Soccoa, à l'exception des Communautés d'Ustarits & Urcuit, qui consent le retardement aux autres qui se sont rendus en ce lieu de Saint Jean de Luz depuis Mercredi au soir, il est ordonné que dans demain dix heures du matin, lesdites Communautés d'Ustarits & Urcuit satisferont au paiement de leurs cortes-parts de 18000. livres ordonné audit sieur Dubourg, autrement l'heure passée ils seront contraints par emprisonnement, & condamnés au défray de tous les Députés, signé de Lactegarde.

22. Janvier 1664. & 22. Juillet 1668. & 29. Juillet 1669.

5. Deux Ordonnances en maniere de reglement rendus par Monsieur le Marquis de Saint Lucq Lieutenant General de sa Majesté en Guienne, sur la poursuite du Syndic du Pais, contre le sieur de Larralde Vi-Sénéchal des Lannes, avec l'Arrêt du Conseil, le tout en imprimé.

Puis 8. Septembre 1673. jusqu'au 30. May 1676.

6. Seize Ordonnances de Monseigneur le Maréchal d'Albret Gouverneur & Lieutenant General pour sa Majesté en Guienne, portant la Taxe des Officiers de la Maréchaussée, défenses de porter aucunes Armes dans les Eglises, ni aux Assemblées, ni



(38)

d'y parler d'aucun party; defenses de porter aucun grain, Port d'Espagne, de faire des attroupemens avec port d'armes; que les milices du Pais seront mises par Compagnies de cent Hommes chacune commandées par un Capitaine, Lieutenant, Enseigne & quatre Sergens, dont le choix sera fait par pluralité de voix de trois personnes les plus capables dans le Bilsar, pour être pris par luy même un de chaque rang; enjonction aux Habitans d'Hendaye, d'Urrugne, Saint Jean de Luz, Siboure, Guetary, Bidart & Biarrits, de faire des Fanaux dans l'endroit accoustumé en temps de Guerre, est ordonné aux sieurs Baillif & Syndic du Pais de prendre & arrêter prisonnier les Bohemes, & les conduire aux prisons Royaux de d'Aix, permet de ferrer les Foins pour être transportés dans la Ville de Bayonne si le cas y étoit, defenses de porter aucun empêchement au Commerce avec les Navarrois & les Habitans qui iront d'une Paroisse à l'autre, achetant des denrées excédant 10. livres, prendront Certificat des Jurats de leurs Paroisses qu'ils les ont pour leur compte, il est enjoint aux Parties du sieur de Larralde Vi-Sénéchal de comparoître devant le sieur Lieutenant General de Bayonne, pour voir recevoir la caution ordonnée pour sa liberté: & attendu que du depuis il avoit été dangereusement blessé, & le Baile de Saint Jean de Luz avec plusieurs autres arrêté prisonnier, il est fait defenses de s'attrouper, ni porter aucunes Armes, pour raison dequoy il sera pourvû par Monseigneur l'Intendant, le tout sous peine de la vie, qu'il sera informé des violences commises par quelques Armateurs des Ports de Labourt, au préjudice de l'autorité des Magistrats; cependant defenses d'user de voye de fait, defenses aux Communautés d'Urrugne & Hendaye de faire des attroupemens pour venir à des violences sous pretexte des différens qu'elles ont l'une contre l'autre, lesdites Ordonnances signées le Maréchal d'Albret, & plus bas, Ducostart, & cachetés avec l'imprimé d'une Lettre du Roy écrite au même Seigneur Maréchal d'Albret, sur le zele & l'affection que la Noblesse & les Peuples du Gouvernement ont témoigné pour le bien de son service en exécution de ses ordres pour la défense de la Ville de Bayonne & Province de Guienne, contre les entreprises des Ennemis, & qu'il ait à leur faire connoître la satisfaction qu'il en a eue, les assurant qu'il en conservera la memoire pour leur donner des marques de sa bien-veillance, aux occasions qui s'en presenteront, ladite Lettre dattée du 11. Juillet 1674.

19. Novembre 1678. 7. Ordonnance de Monseigneur Roquelaure Gouverneur & Lieutenant General pour sa Majesté en Guienne, sur l'avis des attroupemens avec port d'Armes au sujet de la nomination du Syndic, il ordonne que par le sieur Lieutenant General de Bayonne, il sera informé des excès & attroupemens pour l'information rapportée avec les procès verbaux de l'Election, y être pourvû; cependant surcis à la nomination, enjoint aux attroupés de se retirer, signée Roquelaure, & plus bas, Massus, & cachetée avec l'attache de Monsieur d'Urtubie Baillif.

16. Avril 1680. 8. Ordonnance de Monsieur le Comte de Montegu Lieutenant General de la Province de Guienne, qui permet au sieur de Habans Syndic General du Pais de Labourt, accompagné d'un Valet, de porter des Armes pour la défense & sûreté de sa personne, défendant à tous Prévôts & autres de luy donner aucun empêchement, avec une autre Ordonnance de confirmation du même Seigneur de Montegu, mise au pied de l'Acte de continuation dudit sieur de Habans dans la charge de Syndic, lesdites Ordonnances signées de Montegu, & plus bas, Massus.

30. Juillet 1688. 9. Ordonnance de Monsieur le Marquis de Saint Reche, Commandant dans la Province de Guienne, portant defenses de recevoir ni donner retraite aux Bohemes ni Bohemiennes, avec la Lettre au pied du sieur Decès Vi-Sénéchal, signée de Lesca.

15. & 25. Avril 1689. 10. Déclaration de la Guerre par le Roy, contre l'Espagne avec l'attache de Monseigneur le Maréchal de Lorge en imprimé.

7. Janvier 1686. & 1. Avril 1698.  
11. Déclaration du Roy, qui défend le Pèlerinage de Saint Jacques en Galice, Notre Dame de Lorette & autres lieux, hors le Royaume sans permission signée du Roy, &



(39)

de l'un des Secretaires de ses commandemens, sur l'apprehension de l'Evêque Diocésain, à peine des Galeres perpétuelles contre les hommes, & contre les Femmes, telles peines afflictives que les Juges estimeront convenables, avec l'attache de Monseigneur le Comte de Sourdis en imprimé.

12. 16. 24. & 25. Novembre 1697.

12. Déclaration de la Paix, entre le Roy, le Roy d'Espagne & le Roy de la Grande Bretagne, avec l'attache de Monseigneur de Sourdis: Lettre du Roy à luy écrite, & sa Lettre écrite pour la publication & les rejouissances dans le Pais, le tout en imprimé, & la Lettre de Monseigneur de Sourdis signée de luy.

12. & 23. Janvier 1698. 13. Lettre du Roy écrite à Monseigneur le Marquis de Sourdis, sur la Paix conclue avec l'Empereur & l'Empire, & la Lettre de Monseigneur de Sourdis écrite au Syndic du Pais de Labourt, pour la publication & les rejouissances dans le Pais, ladite Lettre signée de Sourdis.

4. May 1628. & 12. Aoust 1636.

14. Deux Ordonnances de Monsieur Anthonin de Gramont Toulonjon Gouverneur de Bayonne & Pais circonvoisins, en l'absence & sous l'autorité de Monseigneur le Duc d'Espéron, Gouverneur & Lieutenant General pour le Roy en Guienne, portant que les Communautés d'Urrugne, Saint Jean de Luz & Siboure, observeront leur transaction pour la contribution du Soccoa & Barre, chacun pour son tiers, & si aucun le refuse qu'on l'en avertira pour informer Sa Majesté & mondit sieur d'Espéron, & que sur les plaintes qu'on transportoit des Bleds, Legumes & Betail en Espagne s'étant rendu à Saint Jean de Luz, & fait venir les Baile & Jurats dudit lieu, Abbé & Jurats de Siboure, Urrugne & Hendaye, Ascain & Sare, il leur a réitéré lesdites défenses à peine d'en répondre en leur privé nom, donnant commission de s'en saisir & arrêter, signées de Gramont, & plus bas, Robillard & Gaillardie, avec la signification d'une autre Ordonnance donnée sur l'ordre de Monseigneur le Prince, portant que conformément à sa volonté, les Baile, Abbé & Jurats de Saint-Pé, Sare & Ascain porteront à chaque jour au Fort du Soccoa trois charretées de bois & deux livres de chandelle, sous peine d'être déclarés rebelles aux volontés de sa Majesté du 13. Janvier 1639, signée de Lasterie Notaire Royal.

Puis le 16. Mars 1690. jusqu'au 30 Juin 1695.

15. Dix-huit Ordonnances de Monseigneur le Duc de Gramont, &c. Gouverneur des Ville & Châteaux de Bayonne & Pais circonvoisins, enjoignant au Syndic du Pais de Labourt de se rendre à Bayonne, ayant à faire de luy parler pour des affaires qui regardent les affaires du Roy; ordonne audit Syndic de se transporter dans les Paroisses limitrophes d'Espagne pour avertir d'empêcher qu'aucun Habitant ne passe en Espagne sans Passeport, à la reserve des Marchands Negocians en Espagne qui pourront continuer leur Commerce; que les Abbé & Jurats & Habitans de Labourt feront la garde par tout sur la Déclaration de la Guerre avec l'Espagne, & en cas d'alarme bailleront avis que les Capitaines de Milice laisseront venir à Bayonne les Charpentiers enroulés pour travailler aux Vaisseaux du Roy: ordonne aux Baile & Jurats de Saint Jean de Luz de mettre les chemins en état, défend de passer des Bleds en Espagne sur les peines y contenues, aux Curés & Vicaires d'expedier des Billetes, qui à l'avenir seront baillées par les Abbé & Jurats, ou un ou deux personnes des plus apparens du lieu, si eux-mêmes ne savent écrire avec des formes y mentionnées pour la vérité desdites Billetes, il ordonne au Syndic de mettre Garnison chés tous les Jurats de Saint Jean de Luz, à commencer par Monsieur le Baile, s'ils ne font pas les diligences pour l'exécution des Ordres du Roy; ordonne aux personnes qui ont acheté les choses des Matelots deserteurs de les rendre en leur remboursant le prix de l'achat, que le Syndic fera conduire aux travaux de Saint Leon deux cens Filles ou petits Garçons, qui seront

(40)

payés par les entrepreneurs; que le Syndic se transportera aux Paroisses maritimes pour contraindre les matelots détaillant par le logement du détachement, & aussi les Baile, Abbé & Jurats, de même tous les matelots des Equipages de l'Aigle & du Favoré, & aussi pour le Vaisseau du Roy appelé Guillard, de faire une nomination dans les Paroisses non maritimes de cinquante jeunes Hommes de vingt-deux à vingt-cinq ans pour servir de Soldat sur les Fregates du Roy: ordonne aux Habitans des Paroisses de se saisir des Soldats deserteurs, & de les amener à Bayonne, de laisser couper & prendre à l'Abbé Davots dans les taillis d'Hosfolape deux cens fascines & quatre cents piquets en les payant, défend à toutes personnes de faire passer du bétail en Espagne que par le Bureau de Bayonne, pour en éviter la disette dans la Province; & que le Syndic se rendra à Saint Jean de Luz & à Siboure à faire débarquer les Mortiers, qui sont sur des Pinasses, & les fera mettre dans les lieux destinés sur les Affuts qu'il fera faire, ainsi qu'il luy a été ordonné, dont la dépense sera faite par le Pais de Labourt, de même que celle des batteries, lesdites Ordonnances signées le Duc de Gramont, & plus bas, de Lamarque, y en ayant des cachetées, deux en Lettre & une autre par copie.

9. Juin 1692. Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, que dans le premier Billet le compte du sieur d'Accarette de Siboure sera examiné & arrêté, pour les frais & vacations par luy faites aux Assemblées de bonne correspondance avec le Biscaye, y ayant un compte par luy présenté.

30. Septembre 1692. retenu par Dugalart.

Cession par luy faite à Monsieur de Hureaux Lieutenant General de Bayonne de 305. livres pour le montant dudit compte.

18. Decembre 1692. retenu par Dugalart.

16. Quittance donnée par Monsieur de Hureaux au sieur de Latzague Syndic General du Pais de Labourt de la somme de 300. l. à quoy le Pais avoit réglé la pretention dudit sieur d'Accarette, ladite Ordonnance signée Bazin de Bezons, & plus bas, Dejan: le compte de d'Accarette, ladite cession signifiée par Joly Sergent Royal, ladite Quittance signée Dugalart Notaire Royal, y ayant aussi un reçu donné audit sieur d'Accarette de la somme de 100. livres des 4. Aoust 1690. par le sieur de Bereau, signée de luy.

23. Septembre 1696. 17. Autre Ordonnance de Monseigneur l'Intendant, que les Abbés & Jurats des Communautés du Pais de Labourt qui sortiront de Charge, seront tenus à l'avenir de porter les comptes de leur administration dans une Assemblée qui sera convoquée huitaine après l'élection des nouveaux Abbé & Jurats, pour y être lus, & dans la même Assemblée, il sera nommé un député de chaque quartier des Communautés, lesquels députés huitaine après procederont à l'examen desdits comptes qui seront apostillés au marge de chaque article, & ledit examen rapporté dans une autre Assemblée qui se fera immédiatement après, pour être procédé à l'approbation dudit examen, ainsi qu'il appartiendra, sans préjudice de l'Apel qui sera réservé aux Parties.

22. Novembre 1673. 10. Janvier & 4. Mars 1674.

18. Trois Ordonnances de Monsieur d'Urtubie Baillif & Colonel, qui défend à tous les Habitans de Labourt, sur les ordres reçus de Monsieur le Maréchal d'Albret Gouverneur en Guienne, de faire des courses sur les Terres d'Espagne, à moins que les Espagnols ne se mettent en devoir d'en faire en France, & en ce cas, est ordonné de se mettre en défense, & pour cet effet se tenir en état, dont il sera baillé avis, permet suivant les mêmes ordres de faire trafic avec les Navarrois, & défenses de les y troubler de même à l'égard des Aragonois sous les peines y contenues, lesdites Ordonnances signées d'Urtubie Baillif & Colonel.

Puis



(41)

*Pais le 25 juillet 1681 jusqu'au 12 Septembre 1698.*

19. Vingt-quatre Ordonnances de Monsieur le Lieutenant de Roy au Gouvernement de Bayonne, envoyés au Syndic du Pais pour laisser sortir toute sorte de grains hors le Royaume, arrêter les Mulets de Michelena, de se rendre à Bayonne pour chose qui regarde le service du Roy, de saisir & arrêter ce qui a été pris en représailles aux Habitans Navarrois, faire rendre quatre Mulets appartenans à Domingo de Martico-renea, faire fournir soixante-deux paires de Bœuf, plus trente-six charrettes & vingt-quatre charrettes, d'avertir les Parroisses de se tenir prêts, à marcher au premier Ordre, & les Abbé, Jurats & Habitans de faire tenir prêt sa cottié d'Hommes armés & équipés suivant l'Ordre qu'il en avoit déjà donné au sieur Vicomte d'Urtubie Baillif Royal dudit Pais, & prêt à marcher au premier ordre qu'il luy en donnera, faire des grandes réjouissances pour la prise de Philisbourg, que les Abbé, Jurats & Habitans aient à se saisir des Bohemes, & les conduire aux prisons de Bayonne, de faire aux Parroisses Frontieres de la Province de Guipuscoa un état des grains que chaque famille pût consommer, & de ceux qui en ont en leurs maisons, afin de fixer les grains qu'il faut laisser passer pour leur usage; copie de deux Lettres de Monseigneur de Pontchartrain Ministre & Secrétaire d'Etat de laisser passer du Bléinde en Espagne, & aussi sur le meurtre arrivé dans quelques Parroisses du Pais de Labourt au mois de May 1697. de ne pas laisser des nouveaux convertis passer en Espagne, ni de Pelérins François, qu'il ne peut faire rendre de Bléinde saisi sur deux Chalans, d'envoyer à Bayonne trente tailleurs de pierre pour les travaux du Roy, outre neuf autres, & défenses de faire passer du Froment & du Bléinde en Espagne, ni même pour la provision des Habitans de Labourt, sans les Billets des Maire ou des Jurats, le tout signé de Planque & de Gibaudiere, & quelqu'une des Ordonnances en maniere de Lettre.

29. Février 1674. 20. Ordonnance de Monsieur de Borda Commissaire Dépuré par le Parlement pour mettre les Decrets de prise de Corps en execution, contre le sieur de Larralde Vi-Sénéchal des Lannes, & autres decretés avec les enjonctions d'y tenir la main signé de Borda, de Lerrey Subdelegué, & Tillet Commis. Greffier.

25. Février 1693. 21. Imprimé d'un Arrêt du Parlement, portant enjonction à ceux qui auront fait de amas des Bleds, de les exposer en vente, & ils y seront contraints par brisemens des portes & autres enjonctions.

14. May 1697. 22. Arrest du Conseil, commission & attache sur l'émotion populaire des Parroisses de Saint Jean le Vieux, & Saint Pierre d'Irube, portant que les Procedures commencées seront continuées & jugées par le sieur de Bezons, & le nombre des gradués, Collationné & signé Argoud.

**LETTRES DU ROY, DES MINISTRES, GOUVERNEURS,**  
*Lieutenant General & Intendant de la Province, & d'autres qui agissent*  
*sur les Ordres du Roy.*

N.

9. Aoust 1668. 1. Lettre du Roy à Monsieur d'Urtubie Baillif de Labourt, pour qu'il agit de concert avec le sieur Pelot pour l'enrollement des Matelots des Parroisses maritimes & de son département, pour le bien & service de sa Majesté, & qu'il donnât les ordres nécessaires qui luy seront demandés pour cet effet, signée L o u i s, & plus bas, de Honete, & cachetée avec une Lettre de Monseigneur Pelot Intendant de la Province, contenant l'envoy de cette Lettre, & que Monsieur d'Urtubie eut à employer son autorité pour l'execution des Ordres de sa Majesté.

11. Janvier 1689. 2. Lettre de Monsieur le Marquis de Seignelay à Monsieur d'Urtubie, que le Roy ne prétendoit pas empêcher que les Basques du Pais de Labourt ne passent en Espagne, comme ils ont accoutumé de faire chaque année, pour ne leur pas ôter le gain qu'ils y pourroient faire, & dont ils retireront leur subsistance, mais que sa Majesté desire de les retenir aux travaux de Bayonne, dont ils seront ponctuellement payés par les Entrepreneurs, signé de Seignelay.



(42)

11. Fevrier 1675. Lettres de Monsieur de Chateaufort qui a rendu compte au Roy de l'entretienement du Vi-Sénéchal des Lannes, & que sa Majesté luy a ordonné d'expedier un Arrêt à Monseigneur l'Intendant, pour informer de ce qui se passe en cette occasion, & faire le Procès en dernier ressort aux coupables; cependant de contenir chacun dans le devoir, & dans l'obeissance pour ne pas se rendre indigne de la grace, que le Roy a faite d'accorder la continuation des Privileges; signés de Chateaufort.

25. Juin 1675. Autre Lettre que sa Majesté enverra à Monseigneur le Maréchal d'Albret, les Lettres de la confirmation de la bonne correspondance d'avec la Province de Guipouscoa, signée de Chateaufort.

2. Fevrier 1691. & 9. Janvier 1696.

Deux Lettres que Monseigneur le Duc de Gramont étant sur les lieux, baillera tous les ordres nécessaires, & qu'il se remet à ce que Monseigneur de Pontchartrain mandera sur ce sujet.

25. May 1697. 3. Autre Lettre en réponse, de ce qui s'est passé aux deux Paroisses du Pais de Labourt, dont sa Majesté a été informé, & qu'elle a donné ses ordres, le tout signé de Chateaufort.

18. Janvier 1696. Lettres de Monseigneur Pontchartrain qu'il a été bien aise d'apprendre les mouvemens que les Marchands de Saint Jean de Luz & de Siboure se donnent pour l'équipement des Vaisseaux, & qu'il ne prendra cette année que les 250. Matelots pour les Vaisseaux du Roy, dont il a donné ordre à Monsieur Argoud de lever pour Toulon, signé Pontchartrain.

22. Fevrier 1696. Autre Lettre que le Roy est satisfait de la conduite que le Syndic a tenu pour la levée des 250. Matelots envoyés à Toulon, & que si les Jurats des Communautés cachent les meilleurs Hommes pour eux, comme on les en accuse, sa Majesté leur ôtera cette inspection, que les Matelots Basques restent d'eux-mêmes à Plaisance, que c'est dans les regles que le Gouverneur a fait payer les amendes pour des Legumes volés dans le Jardin de Plaisance, n'étant pas permis de prendre les biens de ses Habitans; & que si les Capitaines & équipages des Vaisseaux sont sages, ils trouveront dans le Gouverneur toute la protection dont ils auront besoin, & s'ils ont quelque sujet de plainte contre luy pour quelque injustice en luy donnant des preuves, qu'il y apportera de remede.

14. May 1697. Autre Lettre qu'il a rendu compte au Roy de l'émute arrivé dans quelques Paroisses du Pais de Labourt, & que le General du Pais n'a aucune part à ce desordre, le Syndic s'étant conduit en son particulier avec tout le zele, & toute la prudence que l'on pouvoit desirer, que sa Majesté en est très-satisfaite, & a approuvé le châtimement que Monsieur la Gibaudiere a fait des coupables, qu'il envoie à Monseigneur de Bezons un Arrêt qui luy donne pouvoir de continuer le Procès aux autres prisonniers & absens; cependant si les derniers se rendent bien-tôt à leur devoir, & se soumettent de vivre plus sagement à l'avenir, qu'il tâchera à obtenir de sa Majesté qu'elle veuille leur faire grace.

15. Janvier 1698. 4. Autre Lettre qu'il a receu le recensement general des Matelots du Pais de Labourt, & qu'il est persuadé que le Syndic l'a fait avec toute l'exactitude possible, & que le Roy est satisfait du zele qu'il a témoigné pour son service dans les occasions qui se presentent, que sa Majesté veut bien laisser au Commerce de Bayonne tous les Matelots dont il aura besoin, & qu'il ordonnera à ceux qui seront employés sur les lieux de la part de sa Majesté, d'ayder le Commerce, & de bien prendre garde de luy faire aucun tort, que sa Majesté decidera sur la pretention des propriétaires du Navire de Saint Vincens de Siboure, mené à Ostende aussi-tôt que les deux Bâtimens de la Flote de Saint-Ogne, menés à Nantes & à Saint Louis, auront été jugés.

Le tout signé de Pontchartrain.

17. Novembre 1695. & 4. Juillet 1698.

5. Deux Lettres de Monseigneur le Duc de Chaulnes Gouverneur en Guienne, écrites au Syndic sur la joye que ledit Seigneur avoit resenty sur la congratulation qu'il luy avoit fait de son Gouvernement, marquant le soin qu'il avoit voulu prendre de

(43)

recommander a Monseigneur de Bezons, Intendant de la Province, les intérêts du Pais au sujet de la préseance contre ceux de Bayonne; signées, le Duc de Chaulnes, avec une Lettre du Secrétaire dudit Seigneur, sur la satisfaction qu'on avoit eue des Lettres envoyées, cette dernière Lettre du 15. Novembre 1695. signée le Comte.

### Lettres à Monsieur d'Urtubie Baillif

*Puis le 3. Aoust 1667. jusques au 17. Septembre ensuiuant.*

6. Trois Lettres de Monsieur Saint Lucq Lieutenant General dans la Province; qu'il est aise que Monsieur le Baillif luy aye fait connoître ses interêts pour la levée des Milices, qu'il y pourvoira à l'avenir; cependant qu'il peut faire la revue de ses gens ainsi qu'il a été pratiqué en pareilles occasions, cette Lettre luy servant d'ordre jusques au prochain ordinaire, qu'il est important de faire la même chose que les Espagnols, qu'il tienne un état veritable des Hommes qui peuvent porter des Armes pour luy en envoyer une copie, qu'il luy enverra par le prochain de quoy faire saisir les effets des Espagnols, puis qu'ils en usent de la sorte, qu'il consent que Monsieur le Baillif fasse le voyage pour le Pais envers Monseigneur Pelot, qu'il est de la dernière consequence de tirer raison des violences des Espagnols, & d'en faire informer pardevant les Officiers, que le Roy consent que le Pais de Labourt entre dans le Commerce avec ceux de Guipouscoa, & que Monsieur le Baillif pour le service du Roy & bien de ses Sujets en pourra conférer avec Monsieur l'Abbé saint Martin, qu'on luy a donné avis que le Baron de Basse-Ville revenoit commander sur la Frontiere, qu'il est important de s'en bien éclaircir, qu'il est aise de la conclusion du Traité de Commerce, & de luy envoyer en bonne forme pour le faire autoriser par sa Majesté, qu'il ne croit pas que Messieurs de Bayonne ayent rien fait de mauvais pour le Pais, de vouloir se separer du Bailliage, qu'il luy conseille confidamment de n'en perdre pas l'occasion, signé de Saint Lucq.

*Puis le 21. Juin 1672. jusqu'au 18. Aoust 1674.*

7. Onze Lettres de Monseigneur le Maréchal d'Albret Gouverneur en Guienne; sur la prise des Villes Dorsoy, Rinberk, Vezel & Butrik en Hollande, pour assister à la priere, & faire feu de joye: de même pour la Naissance de Monseigneur le Duc Danjou, de disposer ceux de Saint Jean de Luz & de Siboure, d'armer quelques Bâtimens pour resister aux Pirates Hollandois qui courent les Cottes, d'empêcher la conclusion du Commerce, puis que les Espagnols en changent des conditions, & puis que les Espagnols reviennent qu'il ne faut pas tarder le Commerce, qu'il fait rendre tout ce qui a été pris aux Navarrois & à des Marchands de Bayonne, qu'il est nécessaire que Monsieur le Baillif se tienne proche la Frontiere, pour veiller à ce que les Espagnols entreprendront depuis qu'ils se sont mis sur les Armes, & qu'il luy a écrit sur le Commerce avec les Navarrois, qu'il est mal qu'on leur sorte masqués, de tenir les Milices en état, & luy marquer le nombre d'Hommes dont on pourroit avoir besoin, d'assister à la priere & faire des feux de joye, pour la prise de Mastrick, & aussi de la Conquête de la Franche-Comté, la Bataille que Monsieur de Turenne vient de gagner dans le Palatinat, qu'il se rejouit de voir par les Lettres de Monsieur le Baillif le soin qu'il prend d'entretenir le Commerce qui doit être entre le Gouverneur de Guienne & le Baillif de Labourt, & que la moitié particuliere rend plus nécessaire, qu'il continue donc de se bien acquitter de son devoir, qu'il écrit au Syndic de ne faire plus de peine dans l'affaire de la Majorité, que Monsieur le Baillif se tienne sur ses gardes, touchant le Soccoa, & qu'il n'épargne pas d'envoyer un Courier s'il apparoit que les Ennemis se mettent en état de faire quelque descente, & qu'il est aise de la discipline que Monsieur le Baillif a fait observer aux mille Hommes de Labourt, durant le séjour de Saint Jean de Luz, dont il ne doute pas qu'ils ne soient retirés, le tout signé le Maréchal d'Albret.

*9. Avril & 15. Novembre 1678.*

8. Deux Lettres de Monseigneur de Roquelaure Gouverneur de Guienne à Monsieur



(44)

le Baillif pour assister à la priere & action de grâces de la Ville de Grand & celle d'Ipres & d'en faire les réjouissances : comme aussi de tenir la main à une Ordonnance du Roy, qu'il luy envoie, sur la défense des duels & combats par rencontre.

Puis le 7. Janvier 1679. jusqu'au 24. Juin 1684.

9. Cinq Lettres de Monsieur le Comte de Montegu à Monsieur d'Urtubie Baillif pour la publication de la Paix avec l'Espagne, d'assister à la priere & d'en faire les réjouissances, de faire cesser toutes les violences d'entre Hendaye & Fontarrabie, & que le Roy luy ordonne de se rendre, s'il est nécessaire, sur les lieux pour faire punir les coupables, désirant que chacun attende en paix, que l'affaire soit réglée au fonds comme sa Majesté l'a ordonné à son Ambassadeur à Madrid, qu'il mande aux Habitans de Hendaye de ne rien plus bouger, afin qu'il n'aye point la peine de leur aller faire du mal, qu'il seroit nécessaire de faire sçavoir à ceux de Fontarrabie qu'on veut regler l'affaire par la douceur, de faire estimer le dommage que ceux de Fontarrabie ont causé à un homme qui ne leur en a pas donné de sujet, que ceux de Fontarrabie sont devenus mechands, lors qu'il a été défendu à ceux de Hendaye, qu'il faut leur donner la liberté de se défendre & du secours s'ils en ont besoin, & que Monsieur le Baillif fait toujours des Procès verbaux, assiste aux Actions de Grace pour l'obéissance de la Ville de Luxembourg, & d'en faire les réjouissances, le tout signé Montegu.

10. Juillet 1689. 10. Lettre de Monseigneur le Maréchal de Lorge à Monsieur d'Urtubie Baillif, qu'il luy envoie l'Ordonnance du Roy au sujet de la Déclaration de la Guerre avec le Prince d'Orange, dont Monsieur le Baillif tiendra la main à l'exécution, signé le Maréchal de Lorge.

2. & 16. Aoust 1691. 11. Deux Lettres de Monsieur le Comte de Sourdis Lieutenant General & Commandant en chef en Guienne, qu'il est obligé des nouvelles que Monsieur le Baillif luy a donné, du desordre des milices de Labourt, qu'il est persuadé que Monseigneur le Duc de Gramont prendra toutes les mesures nécessaires pour les faire cesser, qu'on laisse faire la nomination des Officiers du Regiment, après quoy il verra s'il y a quelque méchant sujet qui merite d'être reformé, & aussi les Soldats dans leurs lignées.

#### Lettres écrites au Syndic.

Puis le 17. May 1674. jusqu'au 28. Septembre 1675.

12. Onze Lettres de Monseigneur le Maréchal d'Albret Gouverneur en Guienne, que Monsieur le Comte de Laferre va dans ces quartiers pour regler les choses nécessaires au service du Roy, & que le Syndic s'y conformera, que le Syndic ait à se rendre avec le sieur Vicomte d'Urtubie à Bayonne devant Monseigneur le Maréchal d'Albret, qu'il a été bien aise d'apprendre que le Pais de Labourt se soit contenu dans l'obéissance, pour avoir lieu de luy rendre ses bons Offices auprès du Roy, cette voye étant la seule qui merite des grâces auprès de sa Majesté, toutes les autres étant inutiles, & luy fort en état de punir severement ceux qui entreprendront sur l'autorité de sa Majesté, qu'il est important de faire arrêter les Basques qui ont volé les Marchands Navarrois qui alloient à la Foire de Bayonne, & les remettre entre les mains des Officiers d'Ustarits, qu'il attend que la Paix de Labourt luy demande la permission d'envoyer pour la conference du Commerce, & qu'il croit qu'il doit députer ceux qui devront conferer, qu'il écrit au sieur Vicomte d'Urtubie de se transporter à Ville-Franque & Saint Jean le Vieux, pour faire faire justice des coupables, & qu'il charge le Syndic de dénoncer le tout au sieur d'Arcangues Procureur du Roy, & qu'il ne perdra jamais les occasions de procurer des grâces de sa Majesté pour le Pais, que la proposition de supprimer le Controlle est extraordinaire, & qu'il faut attendre ce que sa majesté en ordonnera, de luy envoyer une instruction des reglemens sur le différent qui est survenu entre le sieur Dolives & le Syndic, ainsi que du fondement qu'a la Biscaye pour le renouvellement du Commerce



(45)

Commerce; qu'il faut l'instruire du détail du renouvellement du commerce qui a été conclu pour régler les incidens & la confusion qu'on y a introduite; qu'il attend de voir par la procédure du Juge de l'Amirauté, à quel on pourra se déterminer; que les précautions n'ont pas été solidement prises pour le maintien du Commerce, puis qu'on apprend tous les jours les violences & les desordres qui se commettent;

Le tout signé le Maréchal d'Albret, à la réserve de deux qui sont Combabeffouse;

*Puis 2. Août 1678. jusques au 15. Février 1680.*

13. Quatre Lettres de Monsieur le Comte de Montegu audit Syndic, qu'on luy a mandé que contre l'usage, le sieur de Monduteguy rendoit ses comptes du Syndic hors le lieu d'Ustarits, & de l'éclaircir, qu'il envoie au Syndic une Ordonnance de Monseigneur l'Intendant des droits du sieur Fontenel Commissaire, & de ceux qui ont travaillé avec luy pour les affaires du Pais de Labourt, & qu'il ordonne au Syndic d'en faire la levée, & de l'avertir de tout ce qui se passera dans le Pais, en attendant qu'il y ait un reglement pour maintenir le repos, & châtier ceux qui le troublent, qu'il ordonne un mois de délai pour faire la levée de tout ce qu'il faut pour le sieur Fontenel, qu'il avoit écrit à Monsieur le Procureur General pour ses conclusions, & qu'il faudroit attendre l'arrivée de Monseigneur le Premier President, le tout signé Montegu, à la réserve d'une, qui est Desmalus.

18. Juillet 1679. 14. Lettre de Monsieur Dalon Avocat General, que la Cour trouve à propos de ne penser pas encore à faire le recouvrement des dépens, parce que le Roy a fait connoître que sa volonté n'étoit pas que cela tombât sur le Pais, & qu'il faut attendre la venue de la Procédure de Monsieur Senaut, pour sçavoir s'il est besoin d'y faire aller les décrets, & une autre Lettre de Monsieur le Procureur General, signé Denis, écrite au Syndic sur l'ordre que Monsieur de Habans a à tenir aux Procédures encommencées.

20. Novembre 1679. 15. Lettre du sieur Morel au Syndic de luy envoyer le reglement fait par Monsieur le Comte de Montegu, pour le faire confirmer par les Lettres du Conseil, signé Morel, avec une autre Lettre de luy-même, d'aller trouver Monseigneur le Duc de Gramont à Bayonne, pour les affaires du service du Roy du 23. Octobre 1681.

*Puis le 11. Janvier 1691. jusqu'au 25. May 1698.*

16. Neuf Lettres de Monsieur de Sourdis Lieutenant General, & Commandant en chef dans la Guienne audit Syndic, qu'il écrit au sieur de Haitze de Souhy & de Hiribarren au sujet des violences qu'ils ont faites, & que l'intention du Roy est, que les enrollemens sont libres, de luy envoyer des titres pour la prétention du Pais de Labourt, à nommer les Officiers parce qu'il veut vider le différent qu'il a écrit à Monsieur d'Urtubie de laisser nommer les Officiers de Milice du Pais, luy laissant le choix des Officiers de sa Compagnie, que cela a été l'avis de Monseigneur le Duc de Gramont, à qui il n'a pu le refuser, sans compter qu'il y a des raisons pour cela, & s'il y a des seditieux à Urrugne ou ailleurs, qui veuillent troubler le Bilsar, que le Syndic s'en plaigne à Monsieur le Duc de Gramont, qui rendra justice, qu'il a renvoyé le sujet des contestations avec le Baillif à Monseigneur le Duc de Gramont, qui ne fera rien qui ne soit dans l'ordre, qu'il est bien marry du desordre arrivé à Saint Pierre d'Irube & à Saint Jean le Vieux, qu'ils se sont attirés certains inconveniens par leur témérité, qu'il a écrit en faveur de tous les autres, & qu'il espere que le Roy luy en accordera le pardon; cependant mander aux Habitans absentes de se retirer chés eux, qu'il reconnoit le zele du Syndic, celui des Députés du Pais, & Officiers du Bailliage, qu'il leur en marque son bon gré, & qu'il a rendu compte au Roy, qu'il envoie au Syndic la Déclaration du Roy pour empêcher les pèlerinages, qu'il luy envoie en droiture les ordres, & de l'informer des nouvelles d'Espagne, qu'il est obligé de ce que le Syndic fait recherche du Doreur de d'Ax, & qu'il attend des